

GRAINES DE FRANCE



RAPPORT

GRAINES DE FRANCE

ALTERITE, RACISME ET XENOPHOBIE DANS LES CAMPAGNES PRESIDENTIELLES ET LEGISLATIVES DE 2012

PARU LE 30 OCTOBRE 2012

AVEC LE SOUTIEN D'OPEN SOCIETY FOUNDATIONS



Publié par
GRAINES DE FRANCE
6 RUE BOCHART DE CHARON
75009 PARIS
grainesdefrance@gmail.com

Pour plus d'informations contacter :
GRAINES DE FRANCE
6 RUE BOCHART DE CHARON
75009 PARIS
grainesdefrance@gmail.com



TABLE DES MATIERES

REMERCIEMENTS	5
SYNTHESE	5
I. INTRODUCTION	9
II. LE FN, UN PARTI BANAL ?	13
III. LES DROITES FACE A LA « CAMPAGNE EPICEE » DE L'UMP : REFRANCHIR LE RUBUCON	22
A. <i>LA CAMPAGNE DE 2012 : UN RETOUR AU FLIRT AVEC L'EXTREME DROITE</i>	22
B. <i>ALTERITE ET « CAMPAGNE EPICEE »</i>	27
C. <i>« CIVILISATION » ET « HALAL », LES MUSULMANS ET L'ISLAM DANS LA CAMPAGNE UMP</i>	31
C. <i>LES DROITES FACE A LA « CAMPAGNE EPICEE</i>	41
IV. LES GAUCHES EN REACTION	45
V. CONCLUSIONS	51
ANNEXE	54
<i>DOSSIER DE PRESSE</i>	55
NOTES	67
CONTACTS PRESSE	77



REMERCIEMENTS

Ce rapport a été rédigé par les chercheurs de GRAINES DE FRANCE, dirigé par Réda DIDI, fondateur de Graines de France et mis en forme par Linda MOULAI.

Les chercheurs de GRAINES DE FRANCE en ont conçu la méthodologie et nous tenons à remercier tout particulièrement l'OSI pour son accompagnement et le soutien apporté tout au long de ce projet. Nous tenons également à remercier Rachel NIELD, Lanna HOLLO, Debora GUIDETTI et Clara GROSSET pour tout le soutien qu'ils ont pu nous apporter tout long de ce projet. Cette étude et ce rapport n'auraient pas pu être réalisés sans la patience, la générosité et les idées d'un grand nombre de personnes, qui, malheureusement, ne peuvent toutes être nommément citées.

GRAINES DE FRANCE tient cependant à remercier les vigilants qui ont participé, tout au long de la campagne présidentielle, au monitoring : Olivia CATTAN, Ghaleb BENCHEIKH, Jean-Claude TICHKAYA, Michel KOKOREFF, Milo DELAGE, Claire BOULANGER, William BOURDON, AXIOM, ROST, Françoise VERGES, Slim BENACHOUR, Habib KEFI et Lanna HOLLO.

Ce rapport a aussi grandement profité de la lecture et des commentaires de Martine COHEN, ainsi que de ceux d'un certain nombre de représentants de la société civile, décideurs politiques et universitaires français qui ont accepté d'en lire des versions préliminaires.

Nous remercions les chercheurs Antoine JARDIN et Mohamed-Ali ADRAOUI pour leur participation active à ce rapport ainsi que toute l'équipe de GRAINES DE FRANCE. Enfin, nous souhaitons remercier Dominique REYNIE, Pascal BLANCHARD et Nonna MAYER pour l'accueil chaleureux qu'ils ont témoigné, leur lecture active et leurs réactions sur les thématiques abordées par le rapport.



SYNTHESE

La France traverse aujourd'hui une situation paradoxale où d'un côté, les Français élisent comme personnalités préférées Yannick NOAH, Zinedine ZIDANE, ou Omar SY¹, alors que de l'autre, des populations partageant certains de leurs traits, des origines étrangères notamment, se retrouvent être l'objet de discours attaquant leur supposée altérité. Ce double mouvement se retrouve lors de la campagne présidentielle sans lui être spécifique, avec à la fois une mise en avant de la diversité ethnique et en même temps la diffusion de discours stigmatisant certaines populations. Au-delà de ce premier constat général, les campagnes présidentielles et législatives se déroulent dans un contexte particulier: comme le constate la Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme dans son dernier rapport annuel sur les actes racistes, si pendant longtemps on a assisté à un recul des préjugés racistes, la tendance s'est aujourd'hui inversée.

L'ethnicisation des analyses portées par le monde politique et médiatique contribue à atomiser la vision de la société française. Tant le monde politique que médiatique ne devrait pas oublier que leurs discours sur la société, les catégories qu'ils utilisent ont un effet performatif.

Dans ce contexte et après des années de mobilisation tant sur le plan politique (mobilisation des associations antiracistes) que juridique (pénalisation du racisme et de la xénophobie), ce rapport cherche à comprendre, à partir d'une analyse des médias réalisée entre janvier et juin 2012, comment dans le cadre des campagnes présidentielles et législatives se sont transformés racisme, xénophobie et plus généralement le rapport à l'Autre dans le discours des candidats aux élections présidentielles et législatives.



Bien que depuis les années 1980, les thèmes relatifs à l'immigration (contrôle aux frontières, préférence nationale), habituellement les plus propices aux dérives racistes et xénophobes continuent à être mobilisés, de nouveaux thèmes ont émergé depuis les années 1990, avec entre autres la thématique de l'islam et de sa difficulté supposée à s'intégrer à la société française. Aussi, après avoir fait disparaître la figure du Nord-Africain, celle de l'immigré tend à être effacée par une troisième, les « musulmans ». Ceux-ci, en raison de l'ethnisation des grilles d'analyse, tendent à n'être considérés que sous cet angle ou sous un autre, ethnique. Sont occultées leurs appartenances sociales, de genre, locale, ou d'âge...

L'expression « musulman d'apparence », succédant au « préfet musulman », toutes deux utilisées par Nicolas SARKOZY symbolise la tendance à associer intimement religieux, ethnicité, origines étrangères et phénotype. Les catégories utilisées pour décrire la société se réfèrent moins aux appartenances socio-économiques ou locales qu'aux appartenances culturelles, ethniques et religieuses.

Ces thèmes et ces catégorisations se retrouvent avec force dans les campagnes présidentielles et législatives, sous l'influence d'un FN s'affirmant en plein renouveau, mais pas seulement. La droite parlementaire, suivant la stratégie du conseiller élyséen Patrick BUISSON cherche à adopter la même stratégie qu'en 2007 pour attirer l'électorat FN. Face à cette évolution, des nombreuses inquiétudes ont émergé en Europe : « La droite française se radicalise », affirme le quotidien espagnol El País. Nicolas SARKOZY, « président usé » par la crise et cinq années de mandat doit reconquérir un électorat perdu au profit du FN. »²

La victoire de la gauche et la défaite de la stratégie droitiste ne doivent pas faire croire que la question du racisme et de la xénophobie est un enjeu du passé. L'agenda politique a été encore en grande partie impulsé par le FN sur ces thématiques, malgré les transformations de ce dernier.



Le thème de l'Altérité est traité peut être de façon moins frontale mais la référence aux étrangers, aux immigrés, aux musulmans, mobilisée comme élément explicatif pour expliciter les problèmes sociaux demeurent.

Le FN sort grand gagnant de ces échéances électorales : après avoir perdu une importante partie de son électorat en 2007, il le regagne en même temps qu'il voit l'UMP converger vers lui par le choix de ses thèmes. Aussi, si le FN ne s'est pas retrouvé au second tour de l'élection présidentielle en 2012, il n'en a pas moins gagné davantage d'électeurs pour l'échéance 2012 qu'en 2002.

Si de nombreux votants du FN choisissent ce parti par réaction, par désabus par rapport à la classe politique dans son ensemble, cela ne doit pas faire oublier qu'ils choisissent un parti qui malgré ses transformations constitue aujourd'hui le principal pôle politique de diffusion des idées racistes et xénophobes.

Pour avoir voulu récupérer son électorat, la droite parlementaire traverse aujourd'hui une grave crise. De son côté, la gauche se caractérise davantage par son mode réactif. Elle critique fortement sans pour autant proposer un nouveau paradigme de rapport à l'Altérité.

Globalement, le suivi des médias montre que le racisme, la peur de l'Autre ne passe plus tant par des petites phrases, (qui demeurent toutefois comme avec le débat sur la civilisation) que par une saturation du débat public d'un certain nombre de thèmes, anglés toujours de façon négative et menaçante.

Classiquement, cette évolution conduit à faire émerger une grille divisant la population entre un « eux » et « nous », principalement les Français et les autres, contribuant à développer un racisme du quotidien s'appuyant sur une altérisation d'une partie de la population française et par la mise au pilori des étrangers.

L'analyse des positions des uns et des autres révèle un autre fait. Si comme l'écrit Pierre-Alain TAGUIEFF, le racisme a connu des évolutions fortes, évoluant de la valorisation de « l'inégalité biologique » vers l'absolutisation de la « différence culturelle », l'antiracisme a évolué de la même façon. « Dans ce face-à-face, la notion d'une nation française intégratrice », fondée sur le droit à la ressemblance et l'esprit universaliste de la Révolution, n'a plus cours. Face à la résurgence d'une conception ethnique de la nation, gauche et droite sont comme frappées d'aphasie.³

De part et d'autre, à droite comme à gauche, un certain nombre de personnalités politiques sont conscientes du danger qui n'a cessé de se renforcer ces dernières années alimentées par des débats comme l'identité nationale. Les lignes de fracture passent au travers des partis et opposent conception républicaine de la nation comme consensus du quotidien et conception plus identitaire. A travers les concepts d'égalité, de laïcité, de république, la France peut trouver en elle les moyens de ressouder le lien social. Pour autant, ces concepts doivent être abordés selon une approche universaliste qui empêche de les voir être pris en otage par un groupe social contre d'autres.

Aussi cessons d'envisager, les populations d'après leurs seules appartenances ethniques et religieuses, que cela soit pour les stigmatiser ou pour les valoriser comme au travers de la notion de diversité. Naturellement cela ne signifie pas occulter ces appartenances... N'oublions pas que qui que nous soyons, nous sommes riches d'appartenances multiples qui doivent être prise en compte globalement. Vouloir ne s'intéresser qu'à certaines appartenances chez certains de nos compatriotes ne peut amener qu'à une rigidification de la compréhension de la société, d'autant plus dangereuse en période de crise, que les constitutions de boucs émissaires se font plus rapidement.



I. INTRODUCTION

La France traverse aujourd'hui une situation paradoxale où d'un côté, les Français élisent comme personnalités préférées Yannick NOAH, Zinedine ZIDANE, ou Omar SY⁴, alors que de l'autre, des populations partageant certains de leurs traits, des origines étrangères notamment, se retrouvent être l'objet de discours attaquant leur supposée altérité.

Ce double mouvement se retrouve lors de la campagne présidentielle sans lui être spécifique, avec à la fois une mise en avant de la diversité ethnique et en même temps la diffusion de discours stigmatisant certaines populations. Au-delà de ce premier constat général, les campagnes présidentielles et législatives se déroulent dans un contexte particulier : comme le constate la Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme (CNCDH) dans son dernier rapport annuel sur les actes racistes, si pendant longtemps, on a assisté à un recul des préjugés racistes, la tendance s'est aujourd'hui inversée.

Si les actes racistes ont diminué en 2011, la CNCDH en comptabilisant 1 254, soit une baisse de 7% par rapport à 2010, l'intolérance de la société française s'est accentuée et le sentiment raciste progresse.⁵ Quelque 48% des sondés estiment par exemple que l'immigration est la principale cause de l'insécurité (+ 4 points par rapport à 2010). Globalement, ce sont les Maghrébins et les « musulmans » qui cristallisent le ressentiment. Ainsi, 7% des sondés s'assument « plutôt racistes » (une hausse de 3 points en quelques mois).

L'ethnicisation des analyses portées par le monde politique et médiatique contribue également à atomiser la vision de la société française. Tant le monde politique que le monde médiatique ne devraient pas oublier que leurs discours sur la société, les catégories qu'ils utilisent ont, tout comme les catégories retenues pour les statistiques publiques, un effet performatif.



Aussi, on ne peut se revendiquer d'un modèle républicain et continuer à différencier les Français entre eux selon leurs origines ou leur confession, pratique condamnée en théorie par notre modèle républicain qui place en son cœur l'égalité.⁶

Or, le rapport de la CNCDH révèle que pour 77% des sondés, les Roms sont « un groupe à part », ce chiffre étant de 51% pour les « musulmans », de 40% pour les Maghrébins, de 38% pour les Asiatiques. De même, 31% des sondés jugent que « les enfants d'immigrés nés en France ne sont pas vraiment français ».

L'idée selon laquelle « de nombreux immigrés viennent en France uniquement pour profiter de la protection sociale » est largement ancrée (70%). Enfin, 55% des sondés seraient prêts à paraphraser Claude GUEANT, estimant « qu'aujourd'hui, en France, on ne se sent plus chez soi comme avant ».⁷

Dans ce contexte et après des années de mobilisation tant sur le plan politique (mobilisation des associations anti-racistes) que juridique (pénalisation du racisme et de la xénophobie), comment dans le cadre des campagnes présidentielles et législatives se sont transformés racisme, xénophobie et plus généralement le rapport à l'Autre dans le discours des candidats à l'élection présidentielle ? Parmi les acteurs reprenant le plus ce type de discours, on retrouve en premier lieu le Front national. Cependant, celui-ci n'a pas le monopole de telles dérives.

Il s'agira dans ce travail d'établir un bilan global des campagnes présidentielles et législatives au moyen d'une analyse de la presse écrite et audiovisuelle. Pour réaliser ce monitoring, une revue de presse quotidienne et systématique a été réalisée à partir des journaux du *Monde*, de *Libération*, du *Figaro* entre le 1er janvier 2011 et le second tour des élections législatives.



Ont également été écoutée la matinale de *France Info* et regardés les journaux télévisés du 20H de France 2, du 19H20 de France 3, l'émission *Des paroles et des Actes* diffusée sur France 2 et *Dimanche Plus* sur Canal +.

Bien que depuis les années 1980, les thèmes relatifs à l'immigration (contrôle aux frontières, préférence nationale), habituellement les plus propices aux dérives racistes et xénophobes continuent à être mobilisés, de nouveaux thèmes ont émergé depuis les années 1990, avec entre autres la thématique de l'islam et de sa difficulté supposée à s'intégrer à la société française.

Aussi, après avoir fait disparaître la figure du « Nord-Africain », celle de « l'immigré » tend à être effacée par une troisième, les « musulmans ». Ceux-ci, en raison de l'ethnisation et de la référence continue à l'islam des grilles d'analyse, tendent à n'être considérés que sous cet angle ou sous un autre, ethnique. Sont occultées leurs appartenances sociales, de genre, locale, ou d'âge...

L'expression « musulman d'apparence », succédant au « préfet musulman », toutes deux utilisées par Nicolas SARKOZY, symbolise la tendance à l'œuvre d'associer intimement religieux, ethnicité, culture, origines étrangères et phénotype. Les catégories utilisées pour décrire la société se réfèrent moins aux appartenances socio-économiques ou locales qu'aux appartenances culturelles, ethniques et religieuses. Les campagnes présidentielles et législatives ne déparent pas des évolutions de ces dernières années mais celles-ci prennent place dans un contexte politique particulier et important pour toute démocratie : les élections.

Ces thèmes et ces catégorisations se retrouvent avec force dans les campagnes présidentielles et législatives, sous l'influence d'un FN s'affirmant en plein renouveau, mais pas seulement. La droite parlementaire, suivant la stratégie du conseiller élyséen Patrick BUISSON cherche à adopter la même stratégie qu'en 2007 pour attirer l'électorat FN.



Face à cette évolution, des nombreuses inquiétudes ont émergé en Europe : « La droite française se radicalise », affirme le quotidien espagnol *El País*. Nicolas SARKOZY, « président usé » par la crise et cinq années de mandat doit reconquérir un électorat perdu au profit du FN ». ⁸

Globalement, le suivi des médias montre que le racisme, la peur de l'Autre ne passent plus tant par des petites phrases, (qui demeurent toutefois comme avec le débat sur « la civilisation ») que par une saturation du débat public par un certain nombre de thèmes, abordés toujours de façon négative et menaçante. Classiquement, cette évolution conduit à faire émerger une grille divisant la population entre un « eux » et « nous », principalement les Français et les autres, contribuant à développer un racisme du quotidien s'appuyant sur une altérisation d'une partie de la population française et par la mise au pilori des étrangers.

Notre travail reviendra sur la façon dont les différents acteurs des campagnes présidentielles et législatives se positionnent les uns par rapport aux autres sur les thèmes de l'Autre. Qui façonne l'agenda et le débat politique sur les questions d'altérité ethnique, culturelle et religieuse ? Comment réagissent les autres acteurs politiques ? Comment les prises de position des uns et des autres reflètent-elles les recompositions politiques à l'œuvre, la droite parlementaire connaissant notamment une profonde transformation liée à un traitement musclé de l'altérité, convergeant vers le Front national ? Quelles nouvelles tendances émergent ou non dans les campagnes présidentielles et législatives ? Le Front national, coutumier dans les années 1980 et 1990 des dérapages racistes deviendrait-il un parti « normal » sous l'influence de Marine LE PEN ? Et qu'en est-il de l'UMP aujourd'hui ? Les gauches impulsent-elles réellement l'agenda politique sur les thématiques de l'altérité ? Peut-on rapprocher la situation actuelle des années 1990 ? En plus du suivi médiatique quotidien, des éléments historiques seront donnés pour mieux répondre à ces questions.



II. LE FN, UN PARTI BANAL ?

De par son idéologie valorisant l'inégalité et le racisme, l'extrême droite a longtemps été perçue comme ayant le monopole des dérives racistes et xénophobes.

Sa montée en puissance depuis les années 1970 et ses succès électoraux dans les années 1980⁹ ont diffusé dans l'espace public ses thèmes et grilles d'analyse.

Le FN, fondé en 1972, devient le représentant le plus visible de cette tendance politique qui a connu de profondes transformations produisant avec le GRECE (Groupement de Recherche et d'Étude sur la Civilisation Européenne) et le Club de l'Horloge une nouvelle théorie de la race, centrée sur la différenciation raciale au nom de la spécificité culturelle qui lui permet de revenir sur la scène politique en profitant de l'illégitimité nouvelle de l'immigration économique en période de crise.

Pierre-André TAGUIEFF constate ainsi la constitution d'un racisme « différentialiste » né de ces travaux affirmant le droit à la différence d'identités, ce thème étant ensuite mis en forme par le FN, sur un mode national populiste.¹⁰

Il ne s'agit pas d'inférioriser les immigrés au nom d'attributs physiques mais de mettre en avant la « préférence nationale » en les mettant à l'écart pour qu'ils ne détruisent pas la culture nationale dominante, la coexistence pacifique des différentes cultures étant jugée impossible.¹¹

C'est essentiellement à ce moment que se mettent en place les amalgames entre immigration et insécurité, que celle-ci se décline sous la forme de la délinquance ou de l'islamisme.¹²



Le retour progressif de l'extrême droite sur la scène politique et l'apparition de différentes thématiques (seuil de tolérance, insécurité, islam) amènent l'immigration au centre des débats nationaux - ce qui n'était pas le cas avant 1983 tout en la décrivant comme invasion menaçante, tellement différente qu'elle ne saurait s'intégrer.

Cependant, même si le FN apparaît par ses dérives comme antisémite, à nostalgie vichyste, ses thèses rencontrent un succès croissant et contribuent à former un cadre cognitif d'analyse de l'immigration et de ses fruits, commun à toutes les formations politiques, comme l'illustrent les propos de Laurent Fabius qui affirmait en 1984 que le FN pose « les vraies questions » tout en leur donnant de « fausses réponses ».

Dans son analyse de la presse écrite entre 1974 et 1984, Simone BONNAFOUS montre ainsi qu'une même matrice discursive s'impose à tous les partis :

« Si, comme on pouvait s'y attendre, l'analyse des contenus illustre une opposition entre le pôle « d'extrême droite » (dominé par des articles hostiles aux immigrés) et le pôle « d'extrême gauche » (dont les journaux défendent ou plaignent les immigrés), une « analyse lexicale permet au contraire de dire que de l'extrême droite à l'extrême gauche, la désignation de soi et de l'autre n'est pas fondamentalement différente. En d'autres termes, au-delà de la diversité des propos sur l'immigration, au-delà même des polémiques incessantes que la question provoque, une même matrice discursive unifie l'ensemble des discours sur le sujet. (...) Ce consensus sur la manière d'appréhender les « problèmes » de l'immigration traduit la « capitulation » des journaux de gauche, qui à partir de 1980-1983 ont repris à leur compte, à la fois le terrain et la problématique imposée par l'extrême droite ». ¹³

Depuis 2007, sous l'impulsion de Marine LE PEN, le FN cherche à s'éloigner de son image sulfureuse pour apparaître comme un parti « normal ».



Estimant être diabolisé dans la presse le présentant comme un parti xénophobe et raciste, le FN développe une stratégie de communication politique qui veut s'inscrire en contre-pied de cette image.

Cela passe par le discours de Valmy du 27 septembre 2006 dans lequel Jean-Marie LE PEN fait un appel aux jeunes d'origine étrangère :

« Et vous aussi, Français d'origine étrangère, je vous invite à nous rejoindre. Vous que nous avons si bien su assimiler par le passé, quand notre beau pays suscitait désir et respect, avant que les ravages de mai 68 n'aient répandu partout la haine de ce qui est français, la détestation de l'autre et de soi. Oui, vous aussi Français d'origine étrangère, je vous appelle à communier sur nos valeurs, dans la mesure où vous respectez nos coutumes et nos lois, dans la mesure où vous n'aspirez qu'à vous élever dans ce pays par le travail, nous sommes prêts, comme nous le fîmes toujours par le passé, à vous fondre dans le creuset national et républicain, avec les mêmes droits, mais aussi les mêmes devoirs Il y eut un Platini, il y a eu un Zidane... pourquoi ce grand dessein ne serait plus possible demain. Oui tous, non pas Français de souche ou de papier mais Français de cœur et d'esprit, nous pouvons constituer demain, dans un grand élan d'union nationale, cette armée hétéroclite des soldats de Valmy rassemblée autour d'une même idée - de cette France, qui est d'abord une idée - celle de la République, une et indivisible, fière de son histoire et assimilatrice, respectueuse de la liberté et soucieuse des humbles, et plus que tout éprise de justice et d'égalité, celle de la République, selon notre Constitution : laïque, démocratique et sociale. Oui, tous unis, gaulois, céfrans, ouvriers et entrepreneurs, paysans, pêcheurs et poètes, qui veulent apporter à la France leur courage et leur énergie quand d'autres - Français d'ici ou, d'ailleurs, souvent d'ici d'ailleurs ! - ne pensent plus qu'à brader le pays, à liquider nos traditions et nos valeurs, à profiter d'elle sans plus rien lui rendre en retour ! »



De la même façon, en visite sur la dalle d'Argenteuil pendant la campagne présidentielle de 2008, il s'exclame à l'intention des jeunes issus de l'immigration : « *Si certains veulent vous kârchêriser ou vous exclure, nous voulons, nous, vous aider à sortir de ces ghettos de banlieues où les politiciens français vous ont parqués, pour vous traiter de racaille par la suite. Vous êtes les branches de l'arbre France, vous êtes des Français à part entière. Il n'y a pas de beuritude, pour moi vous n'êtes ni des potes ni des blacks, ni des beurs, vous êtes des citoyens français, des enfants légitimes de la France faisant partie de notre République. Vous pouvez parfaitement comprendre pourquoi il est urgent d'appliquer la préférence nationale...* »¹⁴

Une de ses affiches de campagne montre une jeune métisse avançant : « *nationalité, assimilation, ascenseur social, laïcité : droite/gauche ils ont tout cassé* ».

Cet infléchissement marqué du FN est dû à Marine LE PEN qui a d'abord peiné à imposer sa nouvelle ligne à l'ensemble du FN. L'ouverture passe par la fréquentation de personnalités comme DIEUDONNE¹⁵. En même temps, cette ouverture est instable, Jean-Marie LE PEN n'hésitant pas à revenir sur ses provocations classiques, affirmant par exemple que Nicolas SARKOZY « *c'est un candidat qui vient de l'immigration, moi, je suis un candidat de terroir* »¹⁶.

Cette ouverture du parti ne transforme pas l'électorat traditionnel du FN, ni le comportement de certains de ses militants.¹⁷ La campagne présidentielle de 2012 prolonge les efforts entamés en 2007.

Le FN cherche ainsi à mettre en avant les soutiens « diversité » qu'il a au sein de la société civile¹⁸.

Enfin, se posant comme parti républicain, le FN investit des thèmes qu'il portait peu telle la laïcité et cherche à offrir un discours centré sur des thèmes plus économiques et sociaux.

Cependant là encore, tant par ses références que par ses analyses, le parti revient à ses grilles traditionnelles centrées sur l'Autre, notamment l'étranger et l'immigré, cause de tous les maux.

Défendant un fort protectionnisme¹⁹, Marine LE PEN s'adresse aux « *classes moyennes qui descendent, génération après génération* » « *victimes du descendeur social* », « *les oubliés* », les « *invisibles* », « *ceux qui ne font pas la une des journaux* ». ²⁰Cette situation résulte du fait que « *si le coût du travail est lourd en France, c'est parce que le chômage y est énorme (...) et que le système de protection sociale prend en charge toute la misère du monde au lieu d'être réservé aux Français* ». ²¹

On retrouve par-là la notion de préférence nationale. Dans ses discours, la candidate frontiste poursuit la différenciation entre étrangers et Français, quelles que soient leurs origines.

Ainsi, évoquant le logement social, la candidate frontiste différencie Français et étrangers, donnant une priorité aux premiers en expliquant que « *les Français* », « *quelles que soient leurs origines* », « *soient les premiers servis dans leur pays* ». ²²

Elle affirme : « *En jouant la carte hypocrite d'une pseudo générosité avec la terre entière, qui consiste trop souvent à donner la priorité à des familles tout juste débarquées sur notre territoire et parfois mêmes illégales car polygames, on asphyxie le logement social* ». ²³

De la même façon, le « *protectionnisme social* » ou « *priorité nationale* » et anciennement « *préférence nationale* », n'est pour Marine LE PEN que « *la règle de justice* » selon laquelle « *les Français sont les premiers servis dans leur pays* ». ²⁴

La mise en avant de thèmes économiques ne doit pas occulter le fait que les difficultés du pays restent expliquées par une présence immigrée, présentée comme culturellement inintégrable.



Les slogans classiques demeurent : « *On est chez nous !!* », les propositions également : retour à la double peine, retour à une politique d'assimilation. Elle explique ainsi : « *Cette règle de l'assimilation sera une condition sine qua none pour quiconque demanderait la naturalisation. En France, on se soumet à la culture française (...). Je veux que l'on impose aux migrants à s'imposer à nos codes et nos valeurs. Des cours de Français pour les parents qui maîtrisent mal notre langue seront obligatoires (...)* ». Il faudra en outre « *un casier judiciaire vierge, une très bonne maîtrise de notre langue, un mode de vie conforme à nos coutumes* ». ²⁵

Que ce soit à travers le thème des prières dans la rue, celui du halal ou la dénonciation des « intégristes », on retrouve les vieux items qui pointent cependant davantage du doigt les populations issues des migrations venant des pays à majorité musulmane, les désignant toutes comme musulmanes quel que soit leur rapport au religieux. La laïcité déclinée par le FN se résume ainsi toujours à la condamnation de certaines pratiques musulmanes.

Ainsi, le dimanche 15 janvier, à Grand-Quevilly, dans la banlieue de Rouen (Seine-Maritime), la candidate du FN promet que, si elle était élue à la présidence de la République, elle ferait une « application stricte » de la loi de 1905 : « *Immédiatement, les prières de rue (...) prendront fin. Il ne sera plus question de financer par un biais détourné la construction des mosquées (...). C'est bien ça la République et certainement pas les reculades permanents du couple Sarkozy-Guéant habitué à se coucher devant toutes les revendications communautaristes. (...) Trop de laisser faire, trop de démissions, trop de laxisme ont miné la République française et la laïcité (...) Les intégristes doivent savoir qu'ils trouveront face à eux et pour la première fois depuis des décennies, un pouvoir extrêmement déterminé* ». ²⁶

La conception de la laïcité du FN se fait toute identitaire. Les prières de rue sont pointées du doigt mais pas les processions des autres cultes.



Elles sont en outre présentées comme une pratique courante, alors qu'elles sont davantage un phénomène marginal. Plus qu'une défense de la laïcité, il s'agit pour le FN de s'opposer à la visibilité croissante des pratiques musulmanes, que cela soit au travers du débat sur les prières de rue ou encore le halal.

Le FN se drape pour cela dans l'habit respectable républicain, affirmant ses positions comme « naturelles » et allant de soi. Les allusions nauséabondes à la seconde guerre mondiale, les dérapages ouvertement racistes semblent avoir disparu. Seul le voyage en Autriche de Marine LE PEN rappelle les anciennes alliances et références du FN.²⁷

Cependant, notamment au travers de son approche de la laïcité, le FN n'en dessine pas moins une différenciation entre Français et étrangers, assez classique mais également entre Français, les « musulmans » étant conçus comme de nouveaux boucs émissaires. La figure du musulman remplace celle du juif ; celle de l'immigré reste au cœur du discours avec en plus celle de sa descendance.

Si le chercheur Vincent GEISSER estimait dans *Marianne et Allah* que la position du FN de Jean-Marie LE PEN était assez ambiguë par rapport aux populations musulmanes mettant en avant « *la légende musulmane de la famille Le Pen* » montrant Jean-Marie LE PEN comme protecteur des musulmans²⁸, tel n'est plus le cas à partir de la fin des années 2000, Farid SMAHI étant ainsi expulsé du FN en janvier 2011²⁹.

S'il n'a pas gagné l'élection présidentielle, le FN reste un des grands gagnants de la campagne présidentielle, espérant avant juin gagner entre cinq à sept sièges aux élections législatives ; ³⁰ deux seront finalement remportés, celui de Marion MARECHAL-LE PEN et de Gilbert COLLARD.

La stratégie du « ni ni » de l'UMP refusant de constituer des fronts républicains avec la gauche en cas de triangulaire avec le FN constitue également une semi victoire pour celui-ci car il revient à mettre sur un même plan extrême droite et extrême gauche. Alors qu'une partie de son électorat s'était détournée de lui en 2007, il parvient non seulement à le récupérer, mais à faire mieux qu'en 2002 et aussi, comme on le verra, à détruire le cordon sanitaire qui le séparait de la droite parlementaire. Marine LE PEN clame ainsi qu'une recomposition politique est à l'œuvre : « *Il existe une recomposition politique qu'ils refusent de voir pour des raisons idéologiques* ». ³¹

De son côté, Louis ALIOT affirme : « *Sous la pression du peuple, l'UMP est en train d'abandonner petit à petit cette stratégie absurde du cordon sanitaire. Le verrou est en train de sauter* » « *Il faut que les Français poussent encore un peu pour qu'il explose* ». ³²

Au-delà des déclarations, qu'en est-il exactement dans la population par rapport à ces transformations du FN ? Les sondages n'ont cessé au cours de la campagne de souligner le poids grandissant de Marine LE PEN.

Ainsi, le 13 janvier 2012, deux sondages montrent une poussée de Marine LE PEN dans les intentions de vote au premier tour, la présidente du Front national recueillant 19% selon CSA et 21,5% selon l'Ifop, en troisième position derrière François HOLLANDE et Nicolas SARKOZY ³³.

Le baromètre TNS Sofres réalisé pour France Info, *Le Monde* et *Canal+* témoigne que, depuis un quart de siècle, l'adhésion aux idées du FN n'a jamais été aussi élevée (31 %) dans l'opinion publique et que, à l'inverse, le rejet catégorique de ces idées n'a jamais été aussi faible (35%). ³⁴ Dans sa note, l'institut de sondage précise que « *cette porosité plus forte de l'opinion à l'égard des idées du FN correspond plus à une forme de banalisation du parti plutôt qu'à un fort regain d'adhésion à l'égard de ses idées phares, qui restent à des niveaux relativement stables* ».



En 2002, le taux d'adhésion aux idées du FN était selon le baromètre SOFRES de 28 %, quand 71 % des personnes interrogées se déclaraient en désaccord. En 2000, ce taux était de 17 %, contre 80 % se déclarant en désaccord. En décembre 2006, le taux d'adhésion aux idées frontistes était de 26 % (70 % en désaccord). En 2007, près de 10% de l'électorat s'était exprimé en faveur de Jean-Marie LE PEN, un grand nombre d'électeurs frontistes choisissant Nicolas Sarkozy, dont la campagne électorale avait été marquée par une « droitisation » du discours³⁵.

Les sondages montrent également que le FN apparaît de moins en moins comme un danger. Ainsi en 2002, 70 % considéraient le FN comme un danger contre 53 % en 2012, pratiquement son niveau le plus faible depuis 1985 (50 % en 1985, 52 % en 2010), évolution qui marque une banalisation du parti dans l'opinion. Si 45% des Français considèrent Marine LE PEN comme la « représentante d'une extrême droite nationaliste et xénophobe », ils sont 41% à plutôt la voir comme l'incarnation « d'une droite patriote attachée aux valeurs traditionnelles ».³⁶

L'adhésion aux idées du FN est segmentée en fonction du milieu socioprofessionnel et de la zone d'habitat. Les personnes adhérant aux idées proviennent plutôt des milieux ouvriers (40% d'accord) et des zones rurales (41%).

A contrario, le rejet du FN est très fort chez les cadres (76%) et dans les zones urbaines (67% en désaccord au niveau national, et 78% sur les métropoles Paris, Lyon, Marseille). Mais le désaccord global avec ce parti chute de dix points par rapport à 2011.³⁷

III. LES DROITES FACE A LA « CAMPAGNE EPICEE » DE L'UMP : REFRANCHIR LE RUBICON ?

A. LA CAMPAGNE DE 2012 : UN RETOUR AU FLIRT AVEC L'EXTREME DROITE

Démarrant tardivement sa campagne électorale, le candidat SARKOZY a souhaité qu'elle soit « épicée ». En quoi cette posture est-elle ou non nouvelle ? Que révèle-t-elle des positionnements d'une partie de la droite parlementaire (UMP) quant au racisme et à la xénophobie ?

Sur le fond, face à un FN montant en puissance depuis les années 1980, la droite parlementaire a orienté ses postures sur l'immigration, l'intégration, l'altérité, etc. davantage en fonction de visions tactiques à court terme que de visions stratégiques de long terme.

Ainsi si Jacques CHIRAC se montrait favorable en 1979 à la participation aux élections municipales des étrangers résidant depuis cinq ans dans la commune d'accueil, il révisé cette position en 1981, déclarant : « *ce n'est pas possible d'accorder ce droit aux immigrés, car ce droit est strictement attaché à la citoyenneté française* ».

De même, s'il est très critiqué pour ses déclarations sur le « *bruit et l'odeur* » (discours de Jacques CHIRAC, alors président du RPR et maire de Paris, au cours du dîner débat du RPR, 19/06/1991), il est aussi le président qui instaure la HALDE (résultat d'une transposition d'une directive européenne), qui reconnaît le rôle de l'État français dans la déportation des juifs et la situation des anciens combattants indigènes. Il nomme aussi des personnalités issues de l'immigration à des postes ministériels (*Tokia Saïfi*, Secrétaire d'État au Développement durable, *Hamlaoui MEKACHERA*, un ancien harki aux Anciens combattants).



En termes d'alliances électorales, cette posture ambivalente du RPR et de l'UDF se traduit par trente ans de vagues hésitations. Les élections régionales de 1986 sont ainsi marquées par plusieurs alliances locales entre RPR/UDF et FN pour faire barrage à la gauche.

Lors des élections présidentielles de 1988, si Jacques CHIRAC (RPR), opposé à François MITTERRAND au second tour, ne tend pas publiquement la main à l'extrême droite, son ministre de l'intérieur, Charles PASQUA, affirme que, « *sur l'essentiel, [le FN] se réclame des mêmes préoccupations, des mêmes valeurs que la majorité* » et qu' « *il n'y a pas de honte à dire que nous voulons une France forte* ».

Dans les Bouches-du-Rhône et le Var, des accords de désistement réciproques sont conclus par les dirigeants locaux de l'UDF, notamment Jean-Claude GAUDIN à Marseille. Jacques CHIRAC garde le silence sur ces alliances.

A droite, seule l'ancien ministre de la santé, Simone VEIL déclare qu' « *entre un Front national et un socialiste, [elle votera] pour un socialiste* ».

L'UDF commence à se fissurer autour de l'opportunité ou non de s'allier avec le FN lors des élections régionales et cantonales de 1992, puis des élections régionales de 1998.

Si François BAYROU s'oppose à de telles alliances, tel n'est pas le cas du libéral Alain MADELIN. Au RPR, Philippe SEGUIN et Nicolas SARKOZY les combattent.

Des sanctions seront prises contre les présidents de région élus avec les voix du FN tant à l'UDF qu'au RPR. L'élection présidentielle de 2002 marquant l'opposition entre droite parlementaire et FN, Jacques CHIRAC refusant de débattre avec le candidat frontiste.³⁸

Après le traumatisme du 21 avril 2002, le deuxième mandat de Jacques CHIRAC se caractérise par la mise en avant du thème de l'intégration, qu'il développe de manière qualitative et quantitative au travers d'une série de thèmes comme « la nation » conçue comme plébiscite quotidien, « *la République en danger* », norme indépassable du vivre ensemble en France, la protection de la laïcité, l'appel à la lutte contre le communautarisme.

Ses discours constituent une sorte de bible de l'intégration, celle-ci évoquée sur le mode abstrait constitue le modèle républicain par excellence, mais toutefois en crise.

La République « une et indivisible » apparaît souvent personnifiée en Marianne, juste, tolérante, respectueuse et généreuse à l'écoute de tous les citoyens sans exception, y compris de ceux des quartiers et/ou issus de l'immigration, comme l'exprime Jacques CHIRAC dans son message aux Français en novembre 2005.³⁹

Laïcité, accent sur l'individu et non sur les communautés, équilibre entre devoirs et droits pour tous les citoyens sont ce qui la particularise. Ce discours est réactivé à des moments de crise symbolique et réelle comme en 2003 dans les débats accompagnant les travaux de la commission STASI, ou lors des violences urbaines de 2005. Les figures comme Alexandre DEL VALLE ou Rachid KACI apparaissent alors comme minoritaires à l'intérieur de l'UMP.

En 2007, Nicolas SARKOZY réussit à attirer à lui une grande partie de l'électorat FN en ramenant Jean-Marie LE PEN à 10,44% des suffrages. Il avait tenu des discours sur les étrangers et la sécurité qui avaient poussé les électeurs du FN à « voter utile » à droite.

Lors de la campagne, avait été en effet faite la promesse d'un ministère de l'identité nationale qui sera mis en place après la victoire de Nicolas SARKOZY.

Suivra également un débat sur l'identité nationale, qui déclenchera de nombreuses polémiques avant d'être finalement abandonné en février 2010 après trois mois de polémiques sur l'islam et de dérapages xénophobes.⁴⁰

Son quinquennat et comme on le verra, sa campagne de 2012 sont marqués par un indéniable glissement vers les thèmes, la rhétorique et les obsessions du parti d'extrême droite, qu'il s'agisse de l'identité nationale, de la lutte contre l'immigration, de la protection des frontières...

Cinq ans après sa première victoire, le candidat SARKOZY cherche à rééditer la même opération en s'appuyant sur les conseils du Patrick BUISSON, issu de la droite maurassienne.

Cependant le contexte est différent puisque Marine LE PEN est créditée de 15 à 16% dans les sondages. La campagne alternera entre deux styles, l'un pour séduire l'électorat centriste se voudra plus « humaniste », l'autre lorgnant du côté de l'électorat frontiste malgré des sondages indiquant la préférence des Français pour des thèmes plus sociaux, le travail en tête⁴¹.

Au fur et à mesure de la campagne, c'est cette dernière tendance qui s'imposera, notamment après le premier tour de scrutin, le candidat SARKOZY n'hésitant plus à s'adresser à la frange, la plus à droite de son électorat.

Aussi comme le rapporte *Le Monde*, lors de son meeting à Elancourt dans les Yvelines, le candidat UMP « oublie la parenthèse humaniste » pour « retomber dans ses classiques » : « réduction drastique de l'immigration légale, veillade à la droite du «non» avec la proposition de renégocier les accords de Schengen, laïcité, puis un long passage sur la sécurité après les drames de Toulouse et de Montanban ». ⁴²

Lors de son déplacement dans le Var, le candidat s'adresse aux électeurs de Marine LE PEN dans un département considéré comme un des fiefs historiques du FN : *« Je veux parler à ceux de nos compatriotes qui se sont sentis si désemparés qu'à un moment donné, ils se sont dit que la seule liberté qui leur restait c'était de dire non. Leur souffrance, je la comprends, mais le vote pour le Front national augmentera ces souffrances, il ne les résoudra pas. »*⁴³

Il réitère le 23 avril à la Mutualité : *« Il y a des inquiétudes, des souffrances, des angoisses face à ce nouveau monde en train de se dessiner. Ces angoisses, ces souffrances, je les connais, je les comprends. Elles portent sur la frontière, sur les délocalisations, sur l'immigration, la valorisation du travail et la sécurité »*.⁴⁴

Le vote FN est présenté par l'UMP comme un vote de souffrance face à un monde qui change : *« Quand on souffre, on a le droit de faire le choix que l'on veut. Je n'ai pas à juger ce choix. Je n'ai pas à donner de leçon de morale à ceux qui ont fait ce choix «J'ai vu qu'on leur faisait le reproche d'avoir voté pour les extrêmes, et notamment en faveur de la candidate du Front National. Moi je ne leur reproche pas »*.⁴⁵

Voter UMP serait faire preuve de vote utile pour faire barrage à une gauche présentée comme laxiste et multiculturaliste. Là encore, le rapport à l'altérité est utilisé pour polariser les acteurs politiques entre eux.

Lors du meeting à Saint Raphaël, le candidat UMP explique ainsi tel *« vote pour le FN dans quinze jours au premier tour servira M. Hollande comme il y a vingt ans le vote pour le Front national servait François Mitterrand »*.⁴⁶

En cela, la campagne présidentielle de 2012 n'innove pas en termes d'éléments de langage. Le candidat SARKOZY cherche au fil de ses meetings à faire preuve d'empathie pour cet électorat, faisant dire au *Monde* qu'il « se prend au piège de la surenchère de la droite ».⁴⁷

Cependant, le président sortant est arrivé deuxième derrière François Hollande avec 27,06 % des voix contre 31,18 % en 2007. Non seulement il n'a pas laminé Marine Le Pen mais celle-ci elle a presque doublé le score de son père en 2007 avec 18,03 % des voix.

B. ALTERITE ET « CAMPAGNE EPICEE »

La campagne épicée du candidat de l'UMP passe par la mise en avant de thèmes liés à l'immigration suivant l'agenda politique impulsé par le FN, reprenant même des éléments de langage ou de grilles d'analyse⁴⁸. Les étrangers sont ciblés à travers plusieurs angles :

- la régularisation plus difficile des étudiants étrangers arrivant sur le marché professionnel ;⁴⁹
- le vote des étrangers ;
- le contrôle des frontières ;
- l'amalgame entre délinquance et étrangers.

Globalement, l'altérité supposée ou réelle portée par les étrangers, les immigrés et leurs descendants, notamment lorsqu'ils sont rattachés, quel que soit leur propre rapport au religieux, à la confession musulmane, est présentée comme une menace pour « l'identité républicaine française ».

Nous reviendrons sur certains de ces items pour voir en quoi ils sont révélateurs d'un retour aux vagues hésitations d'une partie de la droite parlementaire des années 1980-1990. L'immigration est présentée implicitement et explicitement comme un problème. Seule une adaptation tendant davantage à de l'assimilation qu'à de l'intégration pourrait limiter cet aspect.

A l'intérieur de l'UMP, les rôles sont répartis entre d'un côté la droite populaire, qui partage des prises de positions avec Claude GUEANT ou Nadine MORANO et de l'autre des personnalités comme Alain JUPPE cherchant à calmer le jeu.

N'allant jamais au-delà des prises de position du premier groupe, le candidat SARKOZY n'en oscille pas moins entre approches droitiste et plus ouverte sur ces thèmes, recadrant parfois ses ministres ou militants. Ainsi si, en février 2012, Nicolas SARKOZY propose au cours d'une interview au *Figaro Magazine* un référendum sur le droit de vote des étrangers⁵⁰, le ministre GUEANT se montre plus radical associant lors d'un meeting à Velaine-en-Haye, droit de vote des étrangers et revendication halal : *« Accepter le vote des étrangers, c'est la porte ouverte au communautarisme. Nous ne voulons pas que des conseillers municipaux étrangers rendent obligatoire la nourriture halal dans les repas des cantines, ou réglementent les piscines à l'encontre des principes de mixité [...] Les étrangers doivent accepter nos règles, c'est à eux de s'adapter. Chacun comprend que si on reçoit moins d'immigrés, les choses se passeront mieux »*⁵¹.

Sur RMC/BFM TV, le président SARKOZY jugera excessif les propos de son ministre : *« Faire le lien, c'est excessif, mais ne pas parler d'un risque c'est excessif aussi »*.

Il a estimé qu'il y avait *« des tentations de repli communautariste »* en France, évoquant à titre d'exemple *« ceux qui voudraient une piscine avec des heures séparées pour les femmes et pour les hommes comme l'avait fait et envisagé Mme Aubry à Lille »*, maire de cette ville et actuelle première secrétaire du PS. *« Ne faisons pas de systématisme, mais ne faisons pas d'angélisme »*, a-t-il dit, affirmant : *« Je me situe exactement entre les deux (...) il y a un risque communautaire, je m'oppose à ce risque communautaire »*.⁵²

Il réitère dans son discours de Marseille : *« Quand on aime la France, on ne réduit pas la nationalité française à une adresse et on ne prend pas le risque du vote communautaire qui ferait peser sur les élus locaux une pression communautariste immense et voler en éclat notre pacte républicain »*.⁵³



Grand classique depuis les années 1980, l'amalgame entre insécurité et étrangers réapparaît lors de la campagne 2012, le ministre GUEANT déclarant lors d'un meeting à Velaine-en-Haye, près de Nancy : « Il y a 5,8 % d'étrangers en France alors que 13 % des condamnations concernent les étrangers : il y a du bon sens à remettre dans la gestion des affaires publiques ». ⁵⁴

Autre argument de langage ancien, le lien entre présence étrangère et risque de disparition du modèle social français réapparaît. Ainsi, se disant inquiet pour la viabilité économique du système français, le président SARKOZY affirme :

« Aimer la France, c'est refuser d'augmenter les dépenses et d'augmenter les impôts en pleine crise mondiale de la dette. Aimer la France, c'est refuser d'aborder l'immigration par la seule posture idéologique. C'est un sujet qu'il faut évoquer avec gravité parce qu'une immigration non maîtrisée est la cause de beaucoup de souffrances. Et les premiers à en souffrir sont ceux que l'on n'est pas capable d'accueillir dignement et ceux-là se sont souvent fait dépouiller de leurs maigres économies par des passeurs sans scrupules qui n'ont pas hésité à mettre leur vie en danger et qui ne sont qu'une bande de criminels qui ne méritent que le châtiment le plus extrême. Il y a d'autres conséquences très lourdes qu'on n'a pas le droit de cacher aux Français. Si l'on ne maîtrise pas l'immigration alors que le chômage reste si élevé, notre protection sociale ira droit à la faillite, notre pacte social explosera car nous n'aurons pas les moyens de le financer et alors ce sont toujours les plus faibles, les plus vulnérables, ceux qui ont le plus besoin de la solidarité nationale qui en souffriront le plus. Je n'ai jamais été et je n'ai pas changé et je ne changerai pas pour l'immigration zéro qui pour un pays comme la France n'a tout simplement pas de sens. Mais refuser tout contrôle, récuser l'immigration choisie laissant ainsi la porte ouverte à l'immigration subie, c'est irresponsable et c'est moralement condamnable. Mes chers amis, rien n'est pire que la bonne conscience qui ne veut pas regarder en face les conséquences de ce qu'elle réclame. Régulariser massivement, ouvrir les vannes, ce n'est ni plus ni moins qu'une faute ». ⁵⁵

Il est repris en cela par son conseiller Henri GUAINO qui sur RTL affirme que l'immigration est « *un problème qu'il faut résoudre* », faute de quoi les systèmes sociaux français risquent « *d'exploser* » : « *C'est vrai que dans une société en crise, et compte tenu de ce qu'est la pression migratoire aujourd'hui, à cause de ce qui se passe dans le reste du monde, l'immigration est un problème. [...] Il faut être capable d'accueillir dignement ceux qui viennent et veulent venir vivre en France et ça n'est pas facile. C'est un problème à résoudre, ça ne se fait pas sans difficulté. Plus une société est en crise et plus c'est compliqué. [...] Il est irresponsable de penser que l'immigration est un sujet dont il ne faut pas s'occuper. Oui, il faut maîtriser les flux migratoires. Sinon, si vous accueillez toute la misère du monde comme disait jadis Michel Rocard, tous nos systèmes sociaux vont exploser. [...] Vous croyez que ça ne sera pas un problème pour tous ceux qui ont, effectivement, besoin de la solidarité nationale ?* ».⁵⁶

Pour réguler cette menace à la fois sécuritaire, économique et sociale que constitue une présence massive des étrangers en France, la solution apparaît dans la volonté de réduire les flux d'étrangers venant s'installant en France. Cela passe ainsi par la volonté de durcir le traité de Schengen contre l'immigration illégale : « *Ils nous ont dit qu'ils ne veulent plus de frontières qui laissent tout passer et d'une Europe passoire* » [...] « *l'Europe ouverte à tous les vents, c'est fini, l'Europe qui ne défend pas ses frontières c'est fini, qui ne maîtrise pas ses flux migratoires, c'est fini, l'Europe qui ouvre ses marchés sans contrepartie et qui ne défend pas ses entreprises et ses agriculteurs, c'est fini (...) !* ».⁵⁷

Il s'agit aussi de revoir l'accord d'immigration entre Algérie et France datant de 1968. Il explique ainsi dans une interview à l'Express : « *Cinquante ans après la décolonisation, il faut achever sans tarder avec l'Algérie la renégociation des accords préférentiels en matière d'immigration, qui datent de 1968. [...] Nous imposerons à tous ceux qui veulent venir au titre du regroupement familial ou du mariage avec un Français l'obligation : 1. d'avoir un logement, 2. d'avoir un revenu, 3. d'apprendre le français et les valeurs de la République avant d'entrer sur le territoire national* ».⁵⁸



C. « CIVILISATION » ET « HALAL », LES « MUSULMANS » ET L'ISLAM DANS LA CAMPAGNE UMP

Si les thèmes se rattachant à l'immigration ou à l'intégration continuent à être portés dans le débat public, à travers par exemple les thématiques des étudiants étrangers, du contrôle des frontières et de l'espace Schengen, des flux immigrés et de l'intégration, c'est davantage l'islam et les « musulmans » qui ont concentré le plus grand nombre de critiques.

Deux grandes « affaires » ont ainsi marqué cette évolution : le débat sur le halal et celui sur les « civilisations ».

Sont rapprochés islam et manque d'intégration. Quick halal, burqa, piscines réservées aux femmes voilées, prières de rue, minarets sont des thèmes qui émaillent les discours du président candidat.

Cette tendance n'est pas spécifique à la campagne présidentielle de 2012, elle s'ancre dans une évolution qui est apparue depuis les années 1990 et principalement 2000. On retrouve encore certains rapprochements malheureux, tel celui associant délinquance et immigration.⁵⁹ Globalement, les discours sur l'Autre se sont faits beaucoup plus policés dans leur forme, avec peut-être moins de dérapage sous forme de petites phrases racistes.

Cependant, l'agenda politique s'est vu envahir par les thèmes associés à l'immigration et à l'islam, présentés la plupart du temps comme des problèmes, des menaces. La répétition de ces thèmes dans la campagne mais également depuis une dizaine d'années joue un fort impact sur la conception de ces groupes sociaux dans la population. Ainsi, dans un sondage réalisé en janvier 2012, l'affirmation «on accorde trop de droits à l'Islam et aux musulmans en France», a ainsi fait un bond de 10 points entre 2010 et 2012 (51% d'accord).⁶⁰



Pourtant au début de la campagne présidentielle, le ministre de l'Intérieur Claude GUEANT, conscient du passif compliqué du candidat SARKOZY sur ces thèmes (« mouton dans la baignoire », « identité nationale ») affirmait : « *L'islam ne doit pas être un sujet d'empoignades en 2012* », soulignant un bilan « positif » de l'action gouvernementale sur ces sujets. Il assure également que l'islam est une religion « *ouverte, tolérante, pleinement insérée dans notre société* » et établit une distinction claire avec « *l'islam radical* », qualifié « *d'intolérable* ». Il poursuivait :

« Dès avant l'été, j'ai marqué mon souci que les problèmes se posant à propos de l'islam, comme les prières de rue, soient réglés bien en amont des élections présidentielles et législatives. Je ne veux pas que ce thème soit un sujet d'empoignades. Et, si ce devait être le cas, cela ne viendra certainement pas de notre formation politique. Notre but est que nos concitoyens de différentes origines s'entendent bien et se sentent bien en France. A notre sens, il faut désormais éviter de légiférer de manière supplémentaire. La jurisprudence qui se dessine – qu'il s'agisse des femmes voilées travaillant dans les crèches, dans les structures privées assurant une mission de service public ou des mères accompagnant les sorties scolaires – est suffisante et nous convient. Quand j'ai dit que l'accroissement du nombre de fidèles posait problème, certains y ont vu de la stigmatisation, mais c'était exactement l'inverse. Je faisais référence à une donnée objective: la situation n'est plus celle de 1905. Il s'agit donc d'aider à régler leurs problèmes. Le fait est que la religion musulmane est désormais la deuxième religion de France, avec 4 millions de personnes, dont 800 000 pratiquants réguliers. Il faut faire en sorte que les choses se passent au mieux pour l'immense majorité des musulmans qui respectent les règles républicaines et adoptent nos valeurs, qui ont besoin de lieux de culte et d'une compréhension de la société »⁶¹.

Cependant, ces bonnes intentions seront vite oubliées. Dès le mois de février, les propos sur la hiérarchie entre « civilisations » illustrent la façon dont est traité le



thème de l'altérité.

Revenir sur cette affaire en analysant les propos de l'ensemble des acteurs illustre la répartition des rôles classiques qui s'est établie entre droite et gauche d'une part, mais également au sein des droites et même de l'UMP. Nous reviendrons également sur les positions affichées au sein de la société civile, l'ensemble étant symptomatique de la façon dont se construit aujourd'hui dans le débat public les réactions face à des propos sensibles.

Le ministre de l'Intérieur, Claude GUEANT avait déclaré lors d'un colloque à l'Assemblée nationale entre des élus UMP et l'UNI, syndicat étudiant proche de la droite radical : *« Il y a des comportements, qui n'ont pas leur place dans notre pays, non pas parce qu'ils sont étrangers, mais parce que nous ne les jugeons pas conformes à notre vision du monde, à celle, en particulier de la dignité de la femme et de l'homme. Contrairement à ce que dit l'idéologie relativiste de gauche, pour nous, toutes les civilisations ne se valent pas. Celles qui défendent l'humanité nous paraissent plus avancées que celles qui la nient. Celles qui défendent la liberté, l'égalité et la fraternité nous paraissent supérieures à celles qui acceptent la tyrannie, la minorité des femmes, la haine sociale ou ethnique. En tout état de cause, nous devons protéger notre civilisation. »*⁶²

Ces propos, rapportés par un site Internet lié à une école de journalisme de Paris, Fréquence ESJ, ont suscité un ensemble de réactions tant à droite qu'à gauche, de soutiens ou de protestations.⁶³ De nombreux députés socialistes ou responsables de la campagne de François HOLLANDE ont ainsi dénoncé de façon ferme les propos du ministre, critiquant la focalisation sur l'islam, faisant des « musulmans » le nouvel ennemi intérieur venant mettre à mal la cohésion sociale.

Les responsables de gauche voient également dans ces affirmations le rapprochement de l'UMP avec le FN. Ainsi, Pierre MOSCOVICI, député PS et directeur de campagne de François HOLLANDE a affirmé sur LCI : *« C'est un geste prémédité, volontaire, conscient (...) et qui a été sûrement couvert par l'Élysée ».*



Il estime que le ministre de l'intérieur « *en vérité, vise les musulmans, il vise l'islam. C'est écrit en gros et cela est de nature à casser la mécanique républicaine* ». ⁶⁴

Les autres sensibilités de la gauche ne sont pas en reste : Cécile DUFLOT, secrétaire nationale d'Europe-Écologie Les Verts, évoque un « *retour en arrière de trois siècles. [...] Ce qui est visé, c'est l'islam* ». ⁶⁵

Jean-Luc MELENCHON, candidat du Front de gauche, estime au Grand jury RTL-LCI-Le Figaro que les propos de Claude GUEANT étaient du « *baratin pour porter une espèce de détestation des musulmans... Guéant retarde d'à peu près dix ans, il essaie de donner un fondement culturel [à ses propos], ça s'appelle la théorie du choc des civilisations, c'est la théorie de Samuel Huntington qui a été le penseur pour les nord-américains des théories qui leur permettent d'agresser la terre entière au nom du fait que, eux, déclarent par avance être agressés par les autres.* » ⁶⁶

Plusieurs organisations de la société civile protestent également. Ainsi SOS Racisme dit « *espérer un démenti urgent* » de ces propos. « *Si ces derniers, très graves, avaient été bel et bien tenus par le ministre de l'intérieur en fonction, ils marqueraient une nouvelle étape dans une dérive vers des extrêmes inacceptables, structurés notamment par des logiques d'infériorisation de l'Autre* », dénonce l'association dans un communiqué. ⁶⁷

De son côté, Mohamed MOUSSAOUI, président du Conseil français du culte musulman, a invité Claude GUEANT à dire qui était visé par ses propos du week-end, estimant dans un courrier adressé place Beauvau que « *nombre de nos concitoyens de confession musulmane se sont sentis visés par ces déclarations et [...] l'ont fait savoir* ».

En conséquence, il demande au ministre de l'Intérieur, chargé des Cultes, de les « *rassurer en [leur] précisant le sens de [ses] propos et qu'il ne s'agissait pas de la civilisation musulmane comme certaines interprétations médiatiques l'ont clairement laissé entendre.* » ⁶⁸

Comme lors du débat sur l'identité nationale, la communauté universitaire se mobilise également fortement.

Des intellectuels comme Abdelwahab MEDDEB⁶⁹, Edgar MORIN⁷⁰, Françoise HERITIER⁷¹ ou André Comte SPONVILLE⁷² condamnent les propos du ministre de l'Intérieur. Esther BENBASSA, sénatrice EELV, s'interroge ainsi :

« Jusqu'à quand stigmatisera-t-on aussi grossièrement les musulmans ? M. Guéant, qui prétend s'exprimer au nom des Français, juge qu' « il y a des civilisations que nous préférons, (...) pour nous, tout ne se vaut pas ». Il n'ose pas utiliser le mot « religion ». Mais c'est clairement à cela que son « civilisation » renvoie. C'est même de cette confusion qu'il joue. Or, tout esprit un peu sensé sait que toutes les civilisations, que toutes les religions si diverses qu'elles soient se valent. Elles peuvent enfanter le pire, comme le meilleur. L'Europe et le christianisme ont été riches en exemples des deux sortes. Seuls les régimes politiques, les organisations sociales ne se valent pas, en effet. Le jeu pervers auquel se livre Claude Guéant fait froid dans le dos. Il s'agit certes pour lui d'aller à la pêche aux voix du Front National pour son patron, maintenant que Marine Le Pen rencontre des difficultés à rassembler ses 500 signatures et qu'un sondage publié dimanche montre que si elle n'était pas dans la course, Nicolas Sarkozy et François Hollande seraient à égalité au premier tour ».⁷³

Les déclarations du ministre de l'Intérieur Claude GUEANT ont également été critiquées à droite, plutôt par des personnalités n'appartenant pas ou plus à l'UMP.

Dominique DE VILLEPIN, candidat à l'élection présidentielle 2012 et ancien ministre de l'Intérieur, a estimé sur Forum Radio J que Claude GUEANT avait abordé un « sujet un peu glissant » qui faisait « courir le risque d'alimenter les haines ».

Il poursuit, considérant que *« aller situer dans une hiérarchie les civilisations les unes par rapport aux autres, c'est courir le risque d'alimenter un certain nombre d'idées reçues, de haines, de méconnaissance de l'autre qui me paraissent dangereuses à un moment où plus que dans d'autres moments nous avons besoin de regarder le monde... Je souhaite simplement que la politique évite de rentrer dans ces ornières-là, évite de jouer avec de tels sujets, susceptibles de nourrir un débat franco-français qui ne me paraît pas sain ». « Soyons responsables », a-t-il lancé, précisant ironiquement avoir « oublié son double décimètre pour mesurer les mérites comparés des différentes civilisations. »⁷⁴*

Dans une interview à la *Dépêche du Midi*, François BAYROU, candidat du MoDem à la présidentielle, affirme que *« au premier abord, la réflexion paraît fondée. Les civilisations humanistes qui mettent la personne humaine au centre de leurs préoccupations sont plus justes et dignes de fierté que celles, par exemple, qui acceptent l'esclavage ou pire encore les sacrifices humains »*. Mais en fait, *« ces propos sont un dangereux détournement de pensée »* car, derrière ce qu'affirme Claude GUEANT, *« il y a autre chose : une volonté de dresser les sociétés les unes contre les autres »*. Selon le candidat centriste, *« ce qui est visé, c'est l'islam. Or, un dirigeant politique dans un pays comme le nôtre devrait s'interdire d'exciter les sentiments du peuple dont il a la charge contre une partie importante de l'humanité et contre des concitoyens. »⁷⁵*

A l'intérieur de l'UMP, et bien seul à afficher cette posture, Alain JUPPE a regretté sur *BFMTV2012/ RMC/ Le Point* l'utilisation du terme « civilisation » : *« Il y a des sensibilités différentes, très différentes à gauche, différentes à droite. Sur le fond il n'y a absolument aucun doute, Claude Guéant est un républicain qui partage et respecte les valeurs qui sont les miennes »*. Comme il lui a été demandé si le propos de GUEANT était *« maladroit »*, il a répondu : *« Moi, je ne parlerais pas, effectivement, de choc des civilisations, car je pense que c'est inadéquat... Je reconnais que le mot de civilisation peut prêter à confusion car il a une profondeur historique qui est assez différente (de celles des systèmes politiques, ndlr)... Il faut éviter à tout prix le choc des civilisations. Il n'y a que le dialogue et l'échange qui peuvent être porteurs de progrès. »⁷⁶*



Jean-Pierre RAFFARIN a estimé au micro de France Info que le mot civilisation était « *inadéquat* ». Tout en affirmant qu'il ne doutait pas qu'il soit « *un vrai républicain* », l'ancien Premier ministre a reconnu que Claude GUEANT était « *meilleur ministre qu'ethnologue.* »⁷⁷

L'extrême droite se fera également très critique envers les propos du ministre GUEANT. Gilbert COLLARD, président du comité de soutien de Marine LE PEN affirme sur *France Inter* que les propos de Monsieur GUEANT étaient « *une ânerie* » : « *Toutes les civilisations se valent. Tous les hommes ne se valent pas, tous les systèmes juridiques ne se valent pas, mais toutes les civilisations se valent, elles contribuent au ciel de l'humanité.* »⁷⁸ Marine LE PEN pour sa part a déclaré « *Taisez-vous Monsieur Guéant ! Avec vos enfumages perpétuels, vous avez fait la même chose que la gauche, avec une main molle en toutes circonstances.* »⁷⁹

Face à la polémique, le ministre de l'Intérieur Claude GUEANT a affirmé sur RTL qu'il « *ne regrette pas* » sa déclaration de samedi sur l'inégalité des civilisations. « *Mais je regrette que certains à gauche continuent à extraire des petites phrases de leur contexte et enlèvent ainsi la dignité du débat démocratique* ».

Claude GUEANT a tenu à préciser : « *Cela veut dire très clairement que, pour nous, tout ne se vaut pas. Pour la gauche, apparemment, si j'en juge par les réactions que j'ai entendues ce matin, tout se vaut.* »⁸⁰ Il réitère dans une interview au *Figaro* s'étonnant de la tournure prise par la polémique : « *Mon propos était général. C'était un discours sur les valeurs républicaines et sur la France. J'ai tenu des propos de bon sens, des propos d'évidence pour rappeler que toutes les civilisations ne se valent pas au regard des valeurs humanistes qui sont les nôtres. Qui peut contester qu'il y a une différence de valeurs entre une civilisation qui favorise la démocratie, qui protège les libertés individuelles et collectives, qui promeut les droits des femmes, et une civilisation qui accepte la tyrannie, qui n'accorde aucune importance aux libertés et qui ne respecte pas l'égalité entre les hommes et les femmes? Je pense qu'il faut défendre clairement ce premier modèle de civilisation.* »⁸¹



Il répond également au CFCM qui l'avait interpellé lui demandant des assurances sur le fait que ses propos ne visent pas l'islam : *« Je lui réponds que pour moi, ce qui est en cause, c'est la religion musulmane. Les musulmans de France représentent la deuxième religion dans notre pays (...) et la République protège leurs croyances et favorise la pratique de leur culte (...) Ce que j'ai dénoncé dans mes propos, c'est le relativisme du Parti socialiste. »*⁸²

Le ministre GUEANT reçoit le soutien de l'UMP qui s'interroge sur les réactions de la gauche tout en pointant son « relativisme » et son appétence pour le « multiculturalisme ».

En même temps, Claude GUEANT est présenté comme un « vrai républicain », le contenu de ses déclarations étant vu comme allant de soi, sans matière à faire polémique. Le ministre du Travail Xavier BERTRAND, lors du *Grand entretien RCJ* a estimé, *« il faut raison garder, les choses ont été précisées par le cabinet de Claude Guéant et la phrase si on cherche à la sortir de son contexte pour faire de la polémique c'est que Monsieur Désir a une idée dernière la tête. »*⁸³

Le ministre de la Défense, Gérard LONGUET a poursuivi sur RTL : Cette phrase *« est intéressante dans son contexte... Dire que le respect de la personne, dire que le refus de la violence, dire que le refus de la peine de mort par exemple hiérarchisent des comportements, des cultures, des civilisations me paraît d'une banalité totale... Il faut condamner le relativisme qui consiste à dire tout s'équivalent... Tout ne s'équivalent pas, je crois que le respect de la personne, le respect de la femme est un devoir absolu. Or, il y a des sociétés qui ne le respectent pas, il faut savoir, il faut le dire »*.

Comme on lui demandait s'il s'agissait *« des sociétés musulmanes notamment »*, il a répondu : *« Pas toutes, l'islam est polymorphe dans le temps et dans l'espace et s'il y a des sectes minoritaires, il y a un islam débonnaire et bon enfant qui est tout à fait à l'image de ce qu'est le protestantisme ou le catholicisme dans d'autres parties du monde »*.⁸⁴



François BAROIN, le ministre de l'économie, invité du *Grand Rendez-vous Europe 1, i-Télé* et *Le Parisien-Aujourd'hui en France* a défendu Claude GUEANT : « Je suis toujours très frappé de voir l'exploitation des propos de Claude Guéant. Claude Guéant est un profond républicain. C'est une polémique de fond. Je préfère la liberté, l'État de droit. Je ne vois pas très bien que ce qu'un républicain peut contester. Les membres de ce gouvernement sont de profonds républicains, a-t-il conclu. »⁸⁵

Henri GUAINO, invité de *Dimanche + sur Canal +* a estimé : « Les civilisations sont différentes et nous avons le droit de garder notre faculté de juger », a fait valoir le conseiller spécial du chef de l'État, en expliquant que « dans une civilisation, il y a une hiérarchie des valeurs ». Pour lui, Monsieur GUEANT a « voulu dire qu'à l'intérieur d'une civilisation, on a droit de trouver quelque chose bien ou pas bien... La lapidation des femmes est quelque chose que nous trouvons très mal ». « Nous sommes aussi une civilisation à vocation universaliste », a poursuivi Henri GUAINO, en relevant que « la plupart des gens qui hurlent (contre Claude GUEANT, ndlr) sont des universalistes qui voudraient voir leurs valeurs imposées au monde entier ».

Comme on lui demandait s'il établissait une hiérarchie entre les civilisations, il a répondu : « il y a des civilisations que je préfère à d'autres. Je préfère la mienne à d'autres »⁸⁶. Il a également indiqué : « On peut être d'accord, on peut être en désaccord. Si on pouvait en débattre sans hystérie, sans anathème, sans hurlement inutile, on s'en porterait mieux. Claude Guéant est tout sauf raciste. Le même procès a été fait à Claude Lévi-Strauss en 1971... Personnellement, il y a des civilisations que je préfère à certaines autres, j'ai une hiérarchie des valeurs. »⁸⁷

L'Élysée intervient dans la polémique en apportant un soutien au ministre de l'Intérieur : « une civilisation, un régime, une société qui [n'accorde] pas la même place et les mêmes droits à des hommes et à des femmes, ça [n'a] pas la même valeur. »⁸⁸

L'affaire finit par déclencher un incident de séance à l'Assemblée nationale, provoqué par le député apparenté socialiste Serge LETCHIMY, également président du Conseil régional de Martinique, qui, après avoir protesté contre la venue du ministre en Martinique, a estimé que ses propos renvoyaient « à des idéologies européennes qui ont donné naissance aux camps de concentration au bout du long chapelet esclavagiste et colonial », ce qui déclenche une sortie du gouvernement et des députés modérés et ultra de l'UMP de l'hémicycle, estimant avoir été injuriés.⁸⁹

Exploitant jusqu'à l'absurde la « confusion entre civilisation et régime politique » entretenue par Claude GUEANT, Serge LETCHIMY a posé la question suivante dans l'hémicycle : « Aucune civilisation ne détient l'apanage des ténèbres ou de l'auguste éclat. Aucun peuple n'a le monopole de la beauté, de la science, du progrès ou de l'intelligence. Vous, monsieur Guéant, vous privilégiez l'ombre. Vous nous ramenez jour après jour à ces idéologies européennes qui ont donné naissance aux camps de concentration... Le régime nazi, si soucieux de purification, était-ce une civilisation ? La barbarie de l'esclavage et de la colonisation, était-ce une mission civilisatrice ? »⁹⁰

La question du halal est le deuxième thème exprimant l'importance accordée à la question de l'islam dans le débat public. Après un long débat sur le quick halal en 2010, le thème de l'alimentation halal revient dans le débat présidentiel d'abord sous l'influence de la candidate frontiste assurant le 18 février que « 100 % de la viande abattue en Île-de-France est halal, 100 % de la viande distribuée est suspecte d'avoir été abattue selon un rituel religieux. » Si le 21 février 2012 lors d'une visite à Rungis, Nicolas SARKOZY affirme que « la polémique n'a pas lieu d'être » et rectifie les dires de sa concurrente : « On consomme chaque année en Île-de-France 200 000 tonnes de viande et il y a 2,5 % de viande casher et halal », le président candidat sous l'influence de Patrick BUISSON, et suite à une note de l'IFOP du 2 mars 2012 pour *Paris Match* selon laquelle 56 % des Français ont évoqué la polémique sur la viande halal finit par affirmer « Le premier sujet de préoccupation, de discussion des Français (...) c'est cette question de la viande halal ».

Le premier ministre François FILLON renchérit sur Europe 1 en évoquant « *des traditions ancestrales, qui ne correspondent plus à grand-chose.* »⁹¹

Finalement, la question de l'islam qui selon Claude GUEANT était réglée revient avec force dans la campagne, mais elle n'est pas traitée de façon uniquement culturelle. La catégorie « musulmans » se trouve le plus souvent à la croisée de l'ethnique, du religieux, du phénotype et du culturel, le candidat Sarkozy finissant par parler de « musulmans d'apparence » sur France Info : « *Les amalgames n'ont aucun sens, je rappelle que deux de nos soldats étaient... comment dire... musulmans, en tout cas d'apparence, puisque l'un était catholique, mais d'apparence. Comme l'on dit : la diversité visible.*», expression qui provoqua une vague de critique.

Le PCF affirme ainsi dans un communiqué : « *Cette expression, en plus d'être d'une bêtise insondable, est clairement raciste ! Comment le président de la République arrive-t-il à confondre, si ce n'est en le faisant volontairement, affaire de foi et couleur de peau ?* »⁹².

Ces populations ne sont plus présentées dans l'ensemble de leurs appartenances, sociale, locale, ethnique, de genre, d'âge, etc. car leur identité musulmane, assignée, est vue comme exclusive.

L'islam est alors souvent présenté comme un tout monolithique a-historique, porteur de valeurs archaïques, homogènement belliqueux dans une analyse oubliée des contextes historiques, politiques et sociaux.

D. LES DROITES FACE A LA « CAMPAGNE EPICÉE »

Cependant, tous les représentants de la droite parlementaire n'adhèrent pas à ce rapprochement avec l'extrême droite auquel conduit la « campagne épicée. »⁹³

Plusieurs leaders de l'UMP, ministres, parlementaires s'y sont montrés hostiles à l'instar de l'ancien premier ministre Jean-Pierre RAFFARIN affirmant deux jours après le passage de Nicolas SARKOZY sur France 2 dans l'émission « des Paroles et des actes » : « nous avons besoin d'une population d'immigrés en France. On y trouve des gens de talent et dotés de beaucoup d'énergie... L'immigration, lorsqu'elle est respectueuse, n'est pas un problème dans la société. L'immigré, c'est un frère, sa dignité d'homme s'impose... Ne désignons pas une catégorie de personnes comme étant des adversaires de la République. Nous avons besoin d'une population d'immigrés en France... On y trouve des gens de talent et dotés de beaucoup d'énergie ». Quant à la stratégie de campagne de son candidat, l'ancien premier ministre estime : « Il flatte les thématiques d'une partie de son camp, invoquant insuffisamment l'humanisme, la générosité et le cœur... »⁹⁴

Le centre se montre également décontenancé par la campagne. Ainsi par rapport au droit de vote des étrangers, François BAYROU dénonce un « leurre » de Claude GUEANT pour *exciter les peurs*. »⁹⁵

Pour François BAYROU en déplacement à Hanches (Eure-et-Loir), « ces propos sont un leurre qui vise à exciter la France et à exciter les peurs. On ne peut pas se comporter comme ça quand on est aux responsabilités de la France... C'est une stratégie qui vise à dresser les citoyens les uns contre les autres », a-t-il affirmé, déplorant « une campagne où l'on ne parle d'aucun sujet important ». ⁹⁶ Ce malaise du centre ira jusqu'à faire appeler le candidat BAYROU à voter pour François HOLLANDE au second tour.

La droitisation supplémentaire de l'entre-deux tours accentue la déstabilisation de l'UMP, conduisant Henri GUAINO, conseiller du président SARKOZY à exprimer publiquement son inquiétude sur BFM TV de « refaire le chemin des années 30, avec une crise économique mondiale, qui se transforme en crise sociale et politique mondiale. [...] Oui, il y a un risque que tout cela finisse en catastrophe », assurant qu'il n'y aurait pas d'accord avec le FN⁹⁷.

La volonté de se rapprocher du FN se poursuit pendant la campagne législative malgré la défaite à l'élection présidentielle. Certaines personnalités de l'UMP comme Nadine MORANO qui avait appelé dès le soir du premier tour les électeurs du FN à se reporter sur sa candidature, affirme dans le journal d'extrême droite *Minute* que les électeurs du FN partagent les mêmes valeurs qu'elle. Elle se fait par la suite piéger par l'imitateur Gérard DAHAN se faisant passer pour Louis ALIOT, numéro deux du parti d'extrême droite, auquel elle a donné des signes appuyés de sympathie. Tout ceci illustre la convergence qu'a effectuée une partie de l'UMP vers le FN.

Les responsables UMP François FILLON et Jean-François COPE cherchent alors à prendre leurs distances avec elle, l'ancien premier ministre expliquant d'abord : *« elle a déclaré que les électeurs du FN partageaient les mêmes valeurs qu'elle et moi je partage les mêmes valeurs que Mme Morano. Mais les valeurs de Madame Morano, ce ne sont pas les valeurs du Front National »*, avant de la recadrer plus fermement, estimant que son ex-ministre *« aurait du raccrocher tout de suite car on ne parle pas aux dirigeants du FN »*. Pour autant, Nadine MORANO, dans l'émission *C'est à vous* sur France 5, démentira être raciste, assurant avoir *« des amis qui sont justement arabes, et dont sa meilleure amie qui est tchadienne, donc plus noire qu'une arabe »*.

Avec la défaite aux élections présidentielles et législatives, plus nombreux seront les représentants de la droite parlementaire à s'inquiéter de la droitisation vaine de l'UMP, réclamant comme pour Roselyne BACHELOT une autocritique du parti⁹⁸, cela d'autant que l'aile de l'UMP qui avait principalement portée cette ligne, la droite populaire, connaît de forts revers, perdant la moitié de ses quarante trois députés.

De hauts responsables UMP condamnent ainsi la ligne politique choisie, critiquant en particulier Patrick BUISSON, le conseiller élyséen qui l'a inspirée.

François BAROIN estime ainsi qu' *« à trop courir derrière le Front national, on le crédibilise, c'est indiscutable »*. Au Monde, il explique qu' *« il faut faire un peu d'histoire : l'UMP a été voulue par Jacques Chirac en réponse à la présence de Jean-Marie Le Pen au second tour de la présidentielle de 2002 »*.

Il poursuit en qualifiant sur Itélé Patrick BUISSON, d' *« antigaulliste primaire »* : *« Il est antigaulliste primaire, puisqu'au fond il s'est construit politiquement au moment de l'Algérie française et toute cette génération-là n'a d'autre objectif que d'effondrer le gaullisme. C'est à nous de répondre politiquement »*⁹⁹.

De son côté, l'ex-premier ministre Jean-Pierre RAFFARIN est resté sur la posture qu'il avait affichée pendant les deux campagnes, estimant sur BFMTV-RMC que la *« stratégie de Grenoble »*, la *« dérive droitiste »* de l'UMP *« a échoué »* : *« Notre majorité, dans le passé, a été un peu hémiplégique, sa partie droitiste était plus renforcée que sa partie centrale »*. Selon lui, il faut *« rebâtir une pensée politique qui permette à l'UMP de s'appuyer sur ses deux cultures, celle de la droite républicaine autoritaire et celle de la droite humaniste »*.

De la même façon, la sénatrice parisienne Chantal JOUANNO affirmera qu' *« on a une défaite lourde qui condamne le fait qu'on a refusé d'avoir une frontière étanche avec les valeurs du FN »*¹⁰⁰.

Nathalie KOSCIUSKO-MORIZET accuse quant à elle Patrick BUISSON d'avoir voulu *« faire gagner Charles Maurras »*, figure de l'extrême droite, soutien du régime de Vichy : *« Pour moi, aucun accord, aucune alliance d'aucune sorte n'est tolérable, le FN a changé la vitrine mais c'est la même arrière-boutique et en plus il veut la mort de la droite. »*¹⁰¹

Cependant, ces critiques sont loin d'être unanimes au sein de l'UMP, la droite populaire expliquant que la droitisation n'est pas responsable de la défaite. Certains élus UMP souhaitent même poursuivre la stratégie de rapprochement avec le FN.

Ainsi, suite aux élections législatives, le député de la Droite populaire (aile droite de l'UMP) Philippe MEUNIER, réélu dans le Rhône, a estimé, mardi 19 juin 2012 que l'UMP doit tirer les conséquences des législatives, « *notamment en terme d'alliances* » avec le FN, comparant dans un communiqué l'immigration à une « *colonisation* » : « *La cohésion nationale du pays est mise à mal par une mondialisation totalement débridée qui ne sert que les intérêts d'une minorité et de plus en plus de départements sont frappés par une immigration qui prend l'allure d'une colonisation* ». Selon lui, « *obligation est faite à tous les élus et les adhérents de l'UMP de faire face à leur responsabilité* » pour tirer toutes les conséquences de l'échec de la droite et du centre « *notamment en terme d'alliances. Ne pas trancher serait suicidaire* », conclut Philippe MEUNIER¹⁰².

Cette situation fait dire à Michel VAUZELLE, président socialiste du conseil régional de Provence Alpes Côte d'Azur, que « *la frontière ne passe plus entre le FN et l'UMP mais dans l'UMP.* »¹⁰³

IV. LES GAUCHES EN REACTION

Depuis les années 1980, sur les thèmes de l'immigration, de l'intégration, de l'altérité en général, la gauche est accusée par la droite de laxisme et de multiculturalisme, d'avoir promu un « droit à la différence ». Au milieu des années 1980, la gauche socialiste participe à la campagne antiraciste qui s'appuie notamment sur SOS Racisme créé en octobre 1984. Michel WINOCK dans son *Histoire de l'extrême droite en France* estime alors : « *Plutôt que de promouvoir une grande politique des immigrés, et particulièrement des jeunes « beurs » qui, depuis le début des années quatre-vingt, ont manifesté leur souci de ne pas être exclus de la société, le PS s'aligne au départ sur un discours antiraciste vantant les charmes de la société multiculturelle et du « droit à la différence ». Au milieu des années 1980, antiracisme différentialiste et néo-racisme différentialiste, par un pervers effet de miroir, vont se nourrir mutuellement* ». ¹⁰⁴

Depuis lors, la droite parlementaire et l'extrême droite n'auront de cesse de dénoncer le « multiculturalisme » de la gauche, celle-ci dénonçant à son tour leur « racisme ». Ce jeu d'opposition binaire entre les différents acteurs se poursuit jusque pendant les campagnes présidentielles et législatives de 2012.

De façon systématique, le candidat SARKOZY fait huer dans ses meetings le PS pour son « laxisme » à l'égard du communautarisme : les horaires séparés dans les piscines, les menus distincts dans les cantines et les hésitations socialistes sur la loi interdisant le voile intégral.¹⁰⁵

Les arguments de langage utilisés dénoncent une gauche « multiculturaliste », adepte du « droit à la différence », prête à vendre le modèle français au nom de l'antiracisme, reprenant par cela une rhétorique utilisée depuis les années 1980.

Ainsi Claude Guéant dans une interview au *Figaro* dénonce : « *L'idéologie relativiste qui promeut le nivellement des valeurs est professée de façon très assumée par le Parti socialiste et plus largement par la gauche. On l'a bien noté dans la réaction de M. Harlem Désir. Les socialistes se prévalent du multiculturalisme, qui donne une priorité au droit à la différence. Donc, pour eux, tout se vaut. En matière de politique d'intégration, le PS admet les communautarismes, c'est-à-dire la juxtaposition dans notre pays de groupes organisés autour de leurs propres cultures, traditions et religions. Nous, nous ne l'admettons pas, parce que pour nous les valeurs républicaines prévalent pour tous. Cela entraîne du reste pour le PS des difficultés réelles à tirer les conséquences pratiques de son attachement, dont je ne doute pas, aux principes républicains* ». ¹⁰⁶

De son côté, le PS réagit davantage qu'il n'impose l'agenda sur les thèmes de l'intégration, de l'immigration, de l'islam, dénonçant les propos « stigmatisants », « racistes » des responsables de droite, leur attitude « peu républicaine ».

Ainsi, suite à la déclaration de Claude GUEANT sur les civilisations, Jean-Christophe CAMBADELIS, député PS, réagit sur son blog : « *De tous temps, sous le Monsieur Guéant, aimable, affable, de commerce agréable, bout un idéologue d'une droite dure décomplexée (...) Arrêtons de dire qu'il drague les voix du FN... Il n'avait pas l'intention de lancer un appel. C'est bien pire, c'est ce que Monsieur Guéant pense... Il s'agit au travers d'un glissement sémantique, apparemment anodin, de stigmatiser sous le vocable civilisation, l'Islam censé être inférieur... C'est le lointain écho du discours de Dakar. C'est le différentialisme culturel cher à la Nouvelle droite* »¹⁰⁷.

Ségolène ROYAL, invitée du 12/13 Dimanche sur France 3 a dénoncé « *un dérapage contrôlé et parfaitement volontaire* » : « *Ce sont des propos obscurantistes et dangereux, parce que derrière le choc des civilisations, il y a la guerre... Est-ce que nous voulons la guerre ? Non, donc nous ne voulons pas le choc des civilisations et ce que nous voulons c'est défendre les mêmes valeurs universelles. Dans toutes les civilisations, il y a des valeurs communes, celles que l'on retrouve dans les dix commandements: on ne tue pas, on respecte son voisin... Lorsque les autres civilisations entendent ce que dit un responsable français, c'est dégradant pour la France parce que la France est le pays des droits de l'Homme, de la révolution française, de la liberté, de l'égalité et de la fraternité et il se trouve qu'aujourd'hui (...) les peuples ont la même aspiration, à la liberté, à l'égalité, à la fraternité et au bien-être* ».¹⁰⁸

Quant à François REBSAMEN, sénateur-maire PS de Dijon, il affirme : « *Une fois de plus le ministre de l'intérieur a tenu des propos stigmatisants, provocants, blessants et absurdes sur les étrangers. Claude Guéant est coutumier de propos accusatoires à l'égard des étrangers, mais cette fois-ci il s'est surpassé. Ce nouveau dérapage volontaire, montre, s'il en était besoin, la fébrilité et l'affolement qui règnent dans les rangs de l'UMP et la volonté d'utiliser tous les moyens pour que le Président-candidat retrouve les voix perdues du Front National. Mais manipuler l'opinion, attiser la peur de l'autre et le rejet des différences, est indigne d'un Ministre. J'appelle Claude Guéant à retrouver la raison et à se comporter en serviteur de la République.* »¹⁰⁹



Globalement, la gauche parlementaire et la extra-parlementaire se situent sur les thèmes du racisme et la xénophobie sur le plan de la réaction plus qu'elles ne contribuent à élaborer un nouveau paradigme de gestion des « différences », ethniques ou religieuses.

Plutôt que de chercher à déconstruire les notions, thèmes et questions relatifs à l'altérité posés et traités souvent négativement par le FN, voire la droite parlementaire, les partis de gauche se situent sur le plan de la réaction à la petite phrase, accusant les partis de droite de racisme et de xénophobie.

Ils reprennent les catégories présentes dans le débat public : « diversité », « multiculturalisme », etc. sans chercher à les déconstruire, les analyses en termes socio-économiques tendant à s'effacer devant des analyses reprenant des catégories se référant à l'ethnicité ou au religieux lorsque l'on parle des populations immigrées et descendantes d'immigrés, notamment en provenance de pays à majorité musulmane.

La seule initiative du PS sera de proposer la suppression du mot race dans la Constitution : *« Il n'y a pas de place dans la République pour la race. Et c'est pourquoi je demanderai au lendemain de la présidentielle au Parlement de supprimer le mot race de notre Constitution. »*¹¹⁰

Le Front de gauche s'est caractérisé pendant toute la campagne par une opposition frontale au FN dans un combat front contre front qui a mené Jean-Luc MELENCHON à affronter Marine LE PEN lors des élections législatives à Hénin Beaumont. Le FN, pour le contrer, alla même jusqu'à diffuser un faux tract comportant une photo du candidat Front de Gauche et l'une de ses phrases prononcées lors d'un discours à Marseille, le 14 avril 2012 : *« Il n'y a pas d'avenir pour la France sans les Arabes et les Berbères du Maghreb »*.

Cependant, le Gouvernement n'a pas non plus été épargné par les critiques très offensives du PCF dénonçant un alignement UMP/ FN non seulement dans le partage de thématiques communes mais aussi dans la façon de les traiter. Ainsi dans un communiqué, le PCF dénonce des propos « *imbéciles et xénophobes... Il est temps de stopper les dérives fascisantes du gouvernement et de mettre un terme à la course à l'échalote qui se dispute entre l'UMP et le FN, la droite extrême et l'extrême droite* », affirme le parti communiste, concluant : « *Si Claude Guéant n'est pas en accord avec les valeurs que porte cette République, personne ne le retient !* ». ¹¹¹

Face à cela, les différents membres de l'UMP renvoient dos à dos extrême droite et extrême gauche, ce qui constituera l'argument force de la stratégie du « ni ni » refusant tout front républicain lors des triangulaires du second tour des élections législatives. ¹¹²

Il s'agit par cela de poser que le Front de gauche ne vaut pas mieux que le Front National et qu'en conséquence, il est impossible de soutenir le PS, allié à un parti extrémiste.

Ainsi François FILLON affirme : « *Relisez les programmes du FN et du Front de gauche : vous y trouverez des tonnes d'absurdités économiques et sociales. Ils conduiraient à la ruine du pays. Le devoir de l'UMP et du PS, c'est de combattre ces extrémismes d'où qu'ils viennent, parce qu'ils peuvent emmener vers des votes dangereux pour la cohésion du pays. Je n'entends rien de cela du côté des socialistes à l'égard du Front de gauche* ». ¹¹³

Au journal télévisé de France 2, Nathalie Kosciusko-Morizet affirme : « *Le front républicain, c'est le refus des extrêmes, de l'extrême droite et de l'extrême gauche. A gauche aussi, il y a des partis qui n'aiment pas la République. Et aujourd'hui, c'est le parti socialiste qui empêche le Front républicain. Pourquoi? En s'associant, avec le parti communiste, avec l'extrême gauche, en s'associant, avec Jean-Luc Mélenchon qui considère que Cuba est une démocratie.* » ¹¹⁴

S'inspirant de Front National qui avait évoqué l'argument lors de l'émission « Paroles de candidat » sur *TF1*, différents représentants de l'UMP affirmeront l'existence de « relations sulfureuses » entre Jean-Luc Mélenchon, candidat du Front de gauche avec Mikis THEODORAKIS, professant ouvertement son antisémitisme. Jean-François COPE affirme ainsi le 23 mai 2012 sur *Radio Classique* : « *Moi je suis de ceux qui sont très déterminés à mettre les pieds dans le plat à propos du rôle de Jean-Luc Mélenchon dans cette campagne. Jean-Luc Mélenchon dont l'un des grands amis est Mikis Theodorakis, qui professe ouvertement des propos antisionistes, antisémites, dans des termes extrêmement choquants.* »¹¹⁵

La gauche extra parlementaire adopte la même posture que le Front de gauche. L'ancien porte-parole du NPA, Olivier BESANCENOT explique quant à lui sur *RTL* que « *Claude Guéant est en train de lire un prompteur écrit par Marine Le Pen... Marine Le Pen veut occuper une partie de la place de l'UMP. L'UMP veut occuper une partie de la place du FN. Donc un jour ou l'autre, ils vont finir par se rencontrer. Au rendez-vous, il y aura Claude Guéant, qui joue sur un terrain précis, le terrain du racisme et de l'islamophobie. C'est un terrain haineux que je condamne. C'est quoi le rapport avec les préoccupations concrètes de millions de personnes ?* »¹¹⁶

Alors que l'extrême gauche et le Front de gauche n'hésitent pas, dès le début de la campagne à faire de leur opposition au FN un des axes centraux de leur stratégie politique, le PS a, au début, des difficultés à se positionner : faut-il ou non parler du FN au risque de se laisser imposer son agenda politique.

Cette difficulté à se positionner est ancienne comme l'illustre la posture de Laurent FABIUS affirmant que le FN pose les bonnes questions en y apportant les mauvaises réponses. De nombreux responsables socialistes craignent de voir Marine LE PEN au second tour à l'instar de Benoît HAMON qui estime que Marine LE PEN « *peut monter jusqu'à 20 points aujourd'hui* » et que l'hypothèse de sa présence au deuxième tour « *n'est pas du tout farfelue.* »¹¹⁷



V. CONCLUSIONS

La défaite de la stratégie droitière lorgnant vers l'extrême droite ne doit pas faire croire que la question du racisme et de la xénophobie est un enjeu du passé. L'agenda politique a été encore en grande partie impulsé par le FN sur ces thématiques, malgré les transformations de ce dernier.

Le thème de l'altérité est traité peut-être de façon moins frontale mais la référence aux étrangers, aux immigrés, aux musulmans, mobilisé comme élément explicatif pour expliquer les problèmes sociaux demeure.

Le FN sort grand gagnant de ces échéances électorales : après avoir perdu une importante partie de son électorat en 2007, il le regagne en même temps qu'il voit l'UMP converger, par le choix de ses thèmes, vers lui. Aussi, si le FN ne s'est pas retrouvé au second tour de l'élection présidentielle en 2012, il n'en a pas moins gagné davantage d'électeurs pour l'échéance 2012 qu'en 2002.

Si de nombreux votants du FN choisissent ce parti par réaction, par désabus vis-à-vis de la classe politique dans son ensemble, cela ne doit pas faire oublier qu'ils choisissent un parti qui, malgré ses transformations, constitue aujourd'hui le principal pôle politique de diffusion des idées racistes et xénophobes.

Pour avoir voulu récupérer son électorat, la droite parlementaire traverse aujourd'hui une grave crise. De son côté, la gauche se caractérise davantage par son mode réactif.

Elle critique fortement sans pour autant proposer un nouveau paradigme de rapport à l'altérité. Globalement, l'analyse des positions des uns et des autres révèle un autre fait.



Si comme l'écrit Pierre-André TAGUIEFF, le racisme a connu des évolutions fortes, évoluant de la valorisation de « l'inégalité biologique » vers l'absolutisation de la « différence culturelle », l'antiracisme a évolué de la même façon : « *Dans ce face-à-face, la notion d'une nation française intégratrice, fondée sur le droit à la ressemblance et l'esprit universaliste de la Révolution, n'a plus cours. Face à la résurgence d'une conception ethnique de la nation, gauche et droite sont comme frappées d'aphasie.* »¹¹⁸

De part et d'autre, à droite comme à gauche, un certain nombre de personnalités politiques sont conscientes du danger, qui n'a cessé de se renforcer ces dernières années, émaillées par des débats comme celui sur l'identité nationale.

Les lignes de fracture passent au travers des partis et opposent conception républicaine de la nation comme consensus du quotidien et conception plus identitaire. A travers les concepts d'égalité, de laïcité, de république, la France peut trouver en elle les moyens de ressouder le lien social. Pour autant, ces concepts doivent être abordés selon une approche universaliste qui empêche de les voir être pris en otage par un groupe social contre d'autres.

Aussi, cessons d'envisager les populations d'après leurs seules appartenances ethniques et religieuses, que cela soit pour les stigmatiser ou pour les valoriser comme au travers de la notion de diversité. Naturellement, cela ne signifie pas occulter ces appartenances.....

N'oublions pas que qui que nous soyons, nous sommes riches d'appartenances multiples qui doivent être prises en compte globalement. Simplifier la réalité sociale en ne s'intéressant qu'à certaines appartenances de certains de nos compatriotes ne peut mener l'ensemble de la société qu'à la catastrophe, d'autant qu'en période de crise, les constitutions de boucs émissaires se font plus rapidement.



Graines DE France



ANNEXE



DOSSIER DE PRESSE

GRAINES DE FRANCE

PRESENTATION DU RAPPORT
ALTERITE, RACISME ET XENOPHOBIE DANS LES
CAMPAGNES PRESIDENTIELLES ET LEGISLATIVES DE 2012

AVEC LE SOUTIEN D'OPEN SOCIETY FOUNDATIONS



Raciste ! Multiculturalisme ! Musulmans d'apparence ! Racisme anti blanc : les petites phrases fusent dans l'espace politique et médiatique. Mais qu'en est-il vraiment des évolutions du racisme et de la xénophobie aujourd'hui ? Le débat a-t-il évolué depuis les années 1980 ? Comment ces phénomènes se sont manifestés des campagnes présidentielles et législatives de 2012 jusqu'à aujourd'hui ?

Alors que le sentiment de division de la communauté nationale ne cesse de croître, particulièrement dangereux en période de crise, comprendre la nature du phénomène constitue une obligation pour que nous puissions tous, décideurs, journalistes ou simples citoyens, mieux y répondre.

Afin de prendre conscience de cet enjeu :

GRAINES DE FRANCE
LE CERCLE DE REFLEXION DES QUARTIERS POPULAIRES
VOUS INVITE À UN GRAND DEBAT ORGANISE :
LE 30 OCTOBRE 2012 A 11 HEURES
AU CENTRE D'ACCUEIL DE LA PRESSE ETRANGERE
GRAND PALAIS – COURS LA REINE
PERRON ALEXANDRE III
75008 PARIS

Débat au cours duquel vous sera présenté le dernier rapport :
« ALTERITE, RACISME ET XENOPHOBIE DANS LES CAMPAGNES
PRESIDENTIELLES ET LEGISLATIVE DE 2012

UNE DEMARCHE INEDITE EN FRANCE :

Méthodologie : GRAINES DE FRANCE a créé et animé un groupe de chercheurs qui a effectué une veille médias pour signaler les dérives racistes et xénophobes et répertorier les politiques menées sur les quartiers populaires. Cette veille s'est faite à partir de la presse écrite (*Le Monde, Le Figaro, Libération*), les radios, les télévisions. Elle a examiné toutes les dérives racistes et xénophobes émergeant dans le cadre des campagnes présidentielles et législatives.

Ce travail a permis de rédiger un rapport sur le racisme et la xénophobie durant les campagnes présidentielles et législatives, rapport qui paraîtra **LE 30 OCTOBRE 2012** et qui traite des nouvelles façons dont le racisme et la xénophobie s'expriment. Un accent particulier sera mis sur le traitement du religieux et son articulation avec le racisme et la xénophobie.

L'objectif du rapport n'est pas de suivre une méthodologie quantitative s'attachant à compter la fréquence des dérives racistes et xénophobes mais plutôt de déconstruire celles-ci autour de quelques exemples ciblés qui ont pris une grande ampleur dans le débat public, en s'appuyant sur les apports de la sociologie, l'histoire, la science politique, etc.

QUI EST A L'ORIGINE DE CE RAPPORT :

GRAINES DE FRANCE est un cercle de réflexion, qui, à partir des apports des sciences sociales, cherche à mieux connaître les quartiers populaires et les politiques publiques qui y sont menées afin de fournir des solutions aux problèmes qui s'y posent et de faire remonter les bonnes pratiques. Par les ponts qu'il crée entre habitants des quartiers, experts et décideurs, GRAINES DE FRANCE met en place des synergies entre les différents secteurs de la société française, en redonnant une voix à ceux qui l'ont perdue pour mieux éclairer les décideurs.



LES PARTICIPANTS AU DEBAT :

▪ **Dominique REYNIE :**

Directeur général de la FONDAPOL, Diplômé de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris, Docteur en science politique et agrégé de sciences politiques, Dominique REYNIE est professeur des universités à Sciences Po où il a dirigé l'Observatoire Interrégional du Politique de 2002 à 2005 et le 3^{ème} cycle de marketing de 1999 à 2006. En 2012, il est membre du « Visitors Programm » du BEPA (Bureau of European Policy Advisers) auprès du Président de la Commission européenne. Il a notamment publié *Populismes : la pente fatale*, Plon, 2011, pour lequel il a été Lauréat 2012 du prix du livre politique et Lauréat 2012 du prix des Députés.

▪ **Mohamed-Ali ADRAOUI :**

Ce politologue et sociologue français est un spécialiste de l'islam, du monde musulman et des relations internationales. Diplômé en sciences économiques, en sciences politiques et en relations internationales, ses travaux portent sur le salafisme, les mouvements islamistes, l'islam en Europe, la politique dans le monde arabe et la sociologie des relations internationales. Il est ancien élève de Rouen Business School, de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris et de l'Université de Paris Panthéon Sorbonne. Il est docteur en sciences politiques de l'IEP de Paris. Il a participé à l'enquête *Banlieue de la République* (Gallimard 2012). Sa thèse est en cours de publication aux PUF.

▪ **Antoine JARDIN :**

Ce politologue travaille sur la participation politique dans les quartiers des grandes villes européennes touchées par des émeutes. Ses recherches portent sur l'étude des attitudes et comportements politiques, les phénomènes de ségrégation ethnique et sociale dans les métropoles occidentales et leurs effets sur la participation électorale.



▪ **Lanna HOLLO :**

Juriste indépendante, spécialiste sur les questions de discriminations. Elle est représentante et directrice de recherche de l'Open Society Justice Initiative en France. Dans ce cadre, elle mène un combat juridique contre le contrôle au faciès en Europe. L'OSJI a notamment commandé une étude au CNRS sur le sujet en 2009 et tente d'imposer l'idée d'un récépissé lors de chaque contrôle d'identité effectué. Lanna HOLLO est également enseignante dans le domaine des droits de l'homme à l'université de Syracuse.

▪ **Pascal BLANCHARD :**

Président de l'ACHAC, directeur de l'agence Les bâtisseurs de mémoire, codirecteur des programmes Images et Colonies et France Noire (2011-2012). Historien, chercheur associé au CNRS (Marseille) et coauteur de plusieurs ouvrages sur le colonialisme, dont *De l'indigène à l'immigré* (Gallimard, 2002), *Le Paris Asie* (La Découverte 2004), *Le Paris Arabe* (La Découverte 2003), *La République coloniale. Essai sur une utopie* (Albin Michel, 2003), *Culture coloniale* (Autrement, 2003), *Culture impériale* (Autrement, 2004) et *Zoos humains* (Poche - La Découverte 2004).

▪ **Association AC LE FEU ! (Mohamed MECHMACHE) :**

Le collectif AC LE FEU ! a vu le jour au lendemain des révoltes sociales de novembre 2005 déclenchées par les disparitions tragiques de Zyed BENNA, 17 ans et Bouna TRAORE, 15 ans. AC LE FEU ! s'est donné pour mission de faire remonter la parole des quartiers populaires auprès des institutions, entreprenant notamment dès janvier 2006 un tour de France des doléances. Le collectif a posé ses tréteaux dans 120 villes de France pour y recueillir plus de 20 000 constats et propositions portant sur les difficultés rencontrées par les habitants des quartiers populaires.

ROST :

Artiste, rappeur, producteur, écrivain et chroniqueur togolais, ROST grandit en banlieue parisienne. Après les émeutes de 2005, bien que ne bénéficiant pas du droit de vote aux élections, il sort un « guide du votant » avec l'association BANLIEUES ACTIVES, créée en 2006 et dont il est le président. Il publie également *Enfant des lieux bannis* (aux éditions Robert Laffont).

Nonna MAYER, directrice de recherche au CNRS (CEVIPOF – Sciences Po Paris). Elle est également responsable du programme de sociologie politique dans le DEA de sociologie politique et politique publique de l'Institut d'Etudes politique de Paris et elle anime le GERMM (Groupe d'études et de recherches de l'Association française de science politique sur les mutation du militantisme) avec Olivier FILLIEULE depuis 1994. Ses recherches portent sur les comportements politiques en particulier le vote LE PEN et le militantisme FN et anti-FN, sur le racisme et l'antisémitisme, et sur la relation entre lien associatif et démocratie. Cette dernière ne peut être présente mais elle nous fait l'honneur de réagir au débat :

« A la fin d'une année marquée par des violences anti-sémites (affaire Merah) et anti Arabes (fusillade d'Aigues Mortes) et une montée des préjugés racistes et xénophobes, ce rapport vient opportunément rappeler la responsabilité de la classe politique. L'inventaire des « petites phrases » qui ont émaillé les campagnes électorales de 2012 est édifiant. Face au triple constat d'une banalisation des idées du FN, d'une droitisation de l'UMP, et d'une atonie de la gauche, cantonnée dans une posture purement réactive, entendons GRAINES DE FRANCE et son appel à sortir de l'impasse ethnicisante pour repenser le rapport à l'altérité. »

BILAN DU RAPPORT

La France traverse aujourd'hui une situation paradoxale où d'un côté, les Français élisent comme personnalités préférées Yannick NOAH, Zinedine ZIDANE, ou Omar SY¹, alors que de l'autre, des populations partageant certains de leurs traits, des origines étrangères notamment, se retrouvent être l'objet de discours attaquant leur supposée altérité. Ce double mouvement se retrouve lors de la campagne présidentielle sans lui être spécifique, avec à la fois une mise en avant de la diversité ethnique et en même temps la diffusion de discours stigmatisant certaines populations. Au-delà de ce premier constat général, les campagnes présidentielles et législatives se déroulent dans un contexte particulier: comme le constate la Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme dans son dernier rapport annuel sur les actes racistes, si pendant longtemps on a assisté à un recul des préjugés racistes, la tendance s'est aujourd'hui inversée.

L'ethnisation des analyses portées par le monde politique et médiatique contribue à atomiser la vision de la société française. Tant le monde politique que médiatique ne devrait pas oublier que leurs discours sur la société, les catégories qu'ils utilisent ont un effet performatif.

Dans ce contexte et après des années de mobilisation tant sur le plan politique (mobilisation des associations antiracistes) que juridique (pénalisation du racisme et de la xénophobie), ce rapport cherche à comprendre, à partir d'une analyse des médias réalisée entre janvier et juin 2012, comment dans le cadre des campagnes présidentielles et législatives se sont transformés racisme, xénophobie et plus généralement le rapport à l'Autre dans le discours des candidats aux élections présidentielles et législatives.

¹ « Y. Noah, Z. Zidane et O. Sy, personnalités préférées des Français », *Le Monde*, 01/01/2012

Bien que depuis les années 1980, les thèmes relatifs à l'immigration (contrôle aux frontières, préférence nationale), habituellement les plus propices aux dérives racistes et xénophobes continuent à être mobilisés, de nouveaux thèmes ont émergé depuis les années 1990, avec entre autres la thématique de l'islam et de sa difficulté supposée à s'intégrer à la société française. Aussi, après avoir fait disparaître la figure du Nord-Africain, celle de l'immigré tend à être effacée par une troisième, les « musulmans ». Ceux-ci, en raison de l'ethnisation des grilles d'analyse, tendent à n'être considérés que sous cet angle ou sous un autre, ethnique. Sont occultées leurs appartenances sociales, de genre, locale, ou d'âge...

L'expression « musulman d'apparence », succédant au « préfet musulman », toutes deux utilisées par Nicolas SARKOZY symbolise la tendance à associer intimement religieux, ethnicité, origines étrangères et phénotype. Les catégories utilisées pour décrire la société se réfèrent moins aux appartenances socio-économiques ou locales qu'aux appartenances culturelles, ethniques et religieuses.

Ces thèmes et ces catégorisations se retrouvent avec force dans les campagnes présidentielles et législatives, sous l'influence d'un FN s'affirmant en plein renouveau, mais pas seulement. La droite parlementaire, suivant la stratégie du conseiller élyséen Patrick BUISSON cherche à adopter la même stratégie qu'en 2007 pour attirer l'électorat FN. Face à cette évolution, des nombreuses inquiétudes ont émergé en Europe : « La droite française se radicalise », affirme le quotidien espagnol El País. Nicolas SARKOZY, « président usé » par la crise et cinq années de mandat doit reconquérir un électorat perdu au profit du FN. »²

² « Vu d'Espagne, une "radicalisation de la droite », *Libération*, 02/01/2012

³ WINOCH, M., *Histoire de l'extrême droite en France*, p277



La victoire de la gauche et la défaite de la stratégie droitière ne doivent pas faire croire que la question du racisme et de la xénophobie est un enjeu du passé. L'agenda politique a été encore en grande partie impulsé par le FN sur ces thématiques, malgré les transformations de ce dernier.

Le thème de l'Altérité est traité peut être de façon moins frontale mais la référence aux étrangers, aux immigrés, aux musulmans, mobilisée comme élément explicatif pour expliciter les problèmes sociaux demeurent.

Le FN sort grand gagnant de ces échéances électorales : après avoir perdu une importante partie de son électorat en 2007, il le regagne en même temps qu'il voit l'UMP converger vers lui par le choix de ses thèmes. Aussi, si le FN ne s'est pas retrouvé au second tour de l'élection présidentielle en 2012, il n'en a pas moins gagné davantage d'électeurs pour l'échéance 2012 qu'en 2002.

Si de nombreux votants du FN choisissent ce parti par réaction, par désabus par rapport à la classe politique dans son ensemble, cela ne doit pas faire oublier qu'ils choisissent un parti qui malgré ses transformations constitue aujourd'hui le principal pôle politique de diffusion des idées racistes et xénophobes.

Pour avoir voulu récupérer son électorat, la droite parlementaire traverse aujourd'hui une grave crise. De son côté, la gauche se caractérise davantage par son mode réactif. Elle critique fortement sans pour autant proposer un nouveau paradigme de rapport à l'Altérité.

Globalement, le suivi des médias montre que le racisme, la peur de l'Autre ne passe plus tant par des petites phrases, (qui demeurent toutefois comme avec le débat sur « la civilisation) que par une saturation du débat public d'un certain nombre de thèmes, anglés toujours de façon négative et menaçante.

Classiquement, cette évolution conduit à faire émerger une grille divisant la population entre un « eux » et « nous », principalement les Français et les autres, contribuant à développer un racisme du quotidien s'appuyant sur une altérisation d'une partie de la population française et par la mise au pilori des étrangers.

L'analyse des positions des uns et des autres révèle un autre fait. Si comme l'écrit Pierre-Alain TAGUIEFF, le racisme a connu des évolutions fortes, évoluant de la valorisation de « l'inégalité biologique » vers l'absolutisation de la « différence culturelle », l'antiracisme a évolué de la même façon. « Dans ce face-à-face, la notion d'une nation française intégratrice », fondée sur le droit à la ressemblance et l'esprit universaliste de la Révolution, n'a plus cours. Face à la résurgence d'une conception ethnique de la nation, gauche et droite sont comme frappées d'aphasie³.

De part et d'autre, à droite comme à gauche, un certain nombre de personnalités politiques sont conscientes du danger qui n'a cessé de se renforcer ces dernières années alimentées par des débats comme l'identité nationale. Les lignes de fracture passent au travers des partis et opposent conception républicaine de la nation comme consensus du quotidien et conception plus identitaire. A travers les concepts d'égalité, de laïcité, de république, la France peut trouver en elle les moyens de ressouder le lien social. Pour autant, ces concepts doivent être abordés selon une approche universaliste qui empêche de les voir être pris en otage par un groupe social contre d'autres.

Aussi cessons d'envisager, les populations d'après leurs seules appartenances ethniques et religieuses, que cela soit pour les stigmatiser ou pour les valoriser comme au travers de la notion de diversité. Naturellement cela ne signifie pas occulter ces appartenances... N'oublions pas que qui que nous soyons, nous sommes riches d'appartenances multiples qui doivent être prise en compte globalement. Vouloir ne s'intéresser qu'à certaines appartenances chez certains de nos compatriotes ne peut amener qu'à une rigidification de la compréhension de la société, d'autant plus dangereuse en période de crise, que les constitutions de boucs émissaires se font plus rapidement.



SYNTHESIS OF REPORT

France is going through a paradoxical period. On the one hand, diversity is an important value. French tennis player Yannick Noak and soccer player Zinedine Zidane are the French public's preferred personalities,¹ On the other hand, as the National Consultative Commission for Human Rights highlighted in its last report, racist prejudices are once again increasing, after decades of decline.

This dual trend was evident during the presidential and legislative campaigns in 2012. This occurs in a context in which the use of an ethnic framework of analysis has led to the fragmentation of French society. Racism and xenophobia are important political stakes.

The expressions « of Muslim appearance » and « Muslim Prefect », both used by former president Nicolas Sarkozy, are representative of the trend to blur religion, race, ethnicity and foreign origins and focus primarily on this aspect of individuals' presumed identity. Other characteristics, for instance social, local, age or gender, are ignored.

The media analysis carried out between January and June 2012 shows that globally speaking, racism and xenophobia are no longer expressed via « short sentences ». Instead, their primary form of expression involves a constant focus in political discourse on topics relating to immigration, islam and integration, always framed as negative and threatening.

This trend divides society into « us » and « them », the « French » and others, resulting in a form of everyday racism in which French citizens with foreign roots are construed as alien to France and foreigners are demonized. This political agenda was in large part created by the National Front, but also by a part of the formerly governing party (UMP).

While the National Front party did not make it to the second round of the presidential election, it nonetheless obtained more votes in 2012 than in 2002. Today, UMP is experiencing a harsh internal crisis due to its positions seeking to attract the extreme right electorate. The left wing parties (socialist and communist) have developed a reactive response to this racist discourse. They criticize without proposing an alternative approach to the country's diversity.

France can find in itself the means to rebuild social cohesion through its founding values of equality, secularism and republicanism, However, they have to be interpreted in a truly universal manner, in order to avoid their being taken hostage by a particular social group against others. It is also necessary to cease perceiving of certain populations only in terms of race, ethnicity or religion, whether to stigmatize them or value them via the notion of « diversity ».

All persons are complex with diverse and dynamic forms of belonging and identities that need to be fully taken into account. Focusing on a limited and erroneous conception of the identity of a segment of the French population leads to a simplified conception of social life that is all the more dangerous in a time of crisis when scapegoating is particularly tempting.

A large version of the Graines DE France logo, with "Graines" in purple and a green leaf above the 'i', and "DE France" in grey below it.

NOTES



-
- ¹ « Y. Noah, Z. Zidane et O. Sy, personnalités préférées des Français », *Le Monde*, 01/01/2012
- ² « Vu d'Espagne, une "radicalisation de la droite », *Libération*, 02/01/2012
- ³ WINOCH, M., *Histoire de l'extrême droite en France*, p277
- ⁴ Yannick Noah, Zinedine Zidane et Omar Sy, personnalités préférées des Français », *Le Monde*, 01/01/2012.
- ⁵ Ces chiffres sont issus d'un sondage exclusif CSA/CNCDH/ Service d'information du Gouvernement réalisé en face à face du 28 novembre au 5 décembre 2011 à partir d'un échantillon national représentatif de 1 033 personnes âgées de 18 ans et plus, constitué d'après la méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage), après stratification par région et catégorie d'agglomération.
- ⁶ Voir Rapport du Conseil d'Etat sur le principe d'Égalité, 1996
- ⁷ «On assistait à un recul des préjugés racistes, la tendance s'est inversée», *Libération*, 27/03/2012. Depuis 2005, la tendance était au recul des préjugés puis à partir de 2010, une inversion a été perceptible, expliquée entre autres par la crise économique favorisant un racisme de protection. Selon Marc Leyenberger, de la CNCDH, cet argument ne suffit plus, et doivent être pris en compte l'accumulation d'événements comme le discours de Grenoble, les débats sur le voile intégral, les prières de rue ou la viande halal ainsi que le travail de dédramatisation entamé au FN sous l'impulsion de Marine Le Pen.
- ⁸ « Vu d'Espagne, une radicalisation de la droite », *Libération*, 02/01/2012.
- ⁹ Les élections municipales de mars 1983 crispent l'électorat sur la question de l'immigration et font émerger le FN qui obtient un score appréciable dans plusieurs villes dont Dreux. Le FN se transforme alors en parti de masse, ses scores oscillant entre 10 et 15% après les élections européennes de 1984, 35 députés FN entrant même à l'Assemblée nationale en 1986 grâce au scrutin proportionnel. A partir de 1988, ses scores sont supérieurs à ceux du Parti Communiste. En 1988, Jean-Marie Le Pen fait une percée rassemblant 14,3% des voix au premier tour de l'élection présidentielle.
- ¹⁰ Michel Wieviorka, *L'espace du racisme*, p. 90.
- ¹¹ Michel Wieviorka, *La différence : identités culturelles, enjeux, débats et politiques*, p. 34.
- ¹² Lilian Mathieu, *La double peine, histoire d'une lutte inachevée*, p. 98
- ¹³ Simone Bonnafous *L'immigration prise aux mots*, p. 12



-
- 14 « Le Pen s'invite sur la dalle d'Argenteuil », *Le Figaro*, 07/04/2007
- 15 « Marine Le Pen, l'héritière contestée », *Libération*, 26/04/2007; « Dieudonné vante les mérites de Jean-Marie Le Pen », *Libération* 16/03/2007
- 16 « Pour Le Pen, Sarkozy est un immigré », *Libération*, 09/04/2007
- 17 « j'ai vu mon copain par terre, j'ai entendu la mâchoire craquer », *Le Monde*, 14/04/2007.
- 18 « Le FN dévoile le comité de soutien de Marine Le Pen », *Le Monde*, 02/02/2012.
- 19 « Marine Le Pen décline ses propositions protectionnistes », *Le Monde*, 08/01/2012.
- 20 « Le Pen: les classes moyennes sont victimes du «descenseur social» », *Libération*, 08/01/2012.
- 21 *Ibid.*
- 22 « Le Pen: les classes moyennes sont victimes du «descenseur social» », *Libération*, 08/01/2012.
- 23 « M. Le Pen décline ses propositions protectionnistes », *Le Monde*, 08/01/2012
- 24 *Ibid.*
- 25 « Où est le Kärcher ? » : M. Le Pen promet la « tolérance zéro » », *Le Monde*, 04/03/2012.
- 26 « M. Le Pen prend pour cible les "intégristes" au nom de la laïcité », *Le Monde*, 15/01/2012
- 27 « Visite surprise de M. Le Pen en Autriche », RFI, 30/01/2012
- 28 Dans son discours de 1958 devant l'Assemblée nationale, il déclare : « *J'affirme que dans la religion musulmane, rien ne s'oppose au point de vue moral, à faire du croyant ou du pratiquant musulman un citoyen français complet. Bien au contraire. Sur l'essentiel, ses préceptes sont les mêmes que ceux de la religion chrétienne, fondement de la civilisation occidentale. D'autre part, je ne crois pas qu'il existe plus de race algérienne qu'il n'existe de race française. Il y a une collectivité que les us et coutumes ancestraux séparent à la fois du monde moderne et de la collectivité d'origine métropolitaine. Aux musulmans, offrons l'entrée et l'intégration dans une France dynamique, dans une France conquérante. Au lieu de leur dire comme nous le faisons maintenant : « vous nous coûtez très cher, vous êtes un fardeau », disons-leur : « nous avons besoin de vous. Vous êtes la jeunesse de la nation ».* Vincent Geisser s'interroge ensuite sur le rôle de Marine Le Pen « *promotrice d'une nouvelle*



stratégie frontiste pour séduire les musulmans ? », reçue par Beur FM le 6 juin 2006 et sur la signification de la mise en avant d'élus issus de l'immigration comme Farid Smahi, conseiller régional d'Ile de France (1998-2002) et conseiller de Paris (2001-2007) (*Marianne et Allah*, pp158 à 178). Une partie de l'extrême-droite, y compris au FN conteste son attitude « pro-arabe et islamophile », le désignant comme dhimmi des musulmans, et priant comme le site Occidentalis pour que « la France ne devienne jamais une terre d'islam » (<http://www.occidentalis.com>). En même temps, Jean-Marie Le Pen n'hésite pas à verser dans les clichés islamophobes.

- 29 « A Paris, un banni du FN parmi les militants », *L'Express*, 01/05/2012
- 30 « Cinq à sept sièges au Parlement? Faisable pour le FN », *Libération*, 12/06/2012
- 31 « Marine Le Pen : La recomposition politique est bien là », *Libération*, 18/06/2012
- 32 « Louis Aliot affirme : « Le verrou entre l'UMP et le FN est en train de sauter », *Libération*, 15/06/ 2012.
- 33 « Présidentielle : poussée de Le Pen dans deux sondages », *Libération*, 13/01/2012
- 34 « Front national, chiffres irréels et réelle menace », *Libération*, 13/01/2012 ; « Le taux d'adhésion aux idées du FN est supérieur à celui de 2002 », *Le Monde*, 12/01/2012
- 35 « Le taux d'adhésion aux idées du FN est supérieur à celui de 2002 », *Le Monde*, 12/01/2012
- 36 « Les idées du Front national se banalisent », *Le Figaro*, 12/01/2012
- 37 *Ibid*
- 38 « Droite : trente ans d'hésitation face au FN », *Le Monde*, 14/06/2012.
- 39 Déclaration aux Français de Jacques Chirac, Palais de l'Elysée, 14/11/2005.
http://www.elysee.fr/elysee/elysee.fr/francais_archives/actualites/archives_de_la_presidence_de_J._chirac_dernieres_actualites.12310.html.
- 40 « Le candidat Sarkozy réhabilite l'identité nationale », *Le Monde*, 05/03/2012
- 41 « Le chômage, au coeur des préoccupations des Français », *Libération*, 12/02/2012
- 42 « Sarkozy en mode réchauffage à Élancourt », *Libération*, 28/03/2012.
- 43 « Dans le Var, Sarkozy se tourne vers l'électorat FN », *Libération*, 7/04/2012, « Dans le Var, Sarkozy lance un appel aux électeurs du FN », *Le Monde*, 07/04/2012.



-
- 44 « Nicolas Sarkozy joue son va-tout en pariant sur l'électorat FN », *Le Monde*, 23/04/2012.
- 45 « Sarkozy : «Ne jugez pas les électeurs du FN», *Libération*, 23/04/2012.
- 46 « Dans le Var, Sarkozy se tourne vers l'électorat FN », *Libération*, 7/04/2012, « Dans le Var, Sarkozy lance un appel aux électeurs du FN », *Le Monde*, 07/04/2012.
- 47 « Sarkozy se prend au piège de la surenchère à droite », *Le Monde*, 05/03/2012.
- 48 « Lepénisation : une députée UMP vante la «préférence nationale», *Libération* ; « Préférence nationale » : Brigitte Barèges reconnaît des propos « peut-être malheureux » », *Le Monde*, 17/01/2012. Brigitte Barèges, de la droite populaire après avoir provoqué un tollé après le choix du PS d'autoriser le mariage homosexuel, utilise lors d'une émission politique diffusée samedi sur France 3 Midi-Pyrénées le terme de « *préférence nationale* » pour l'accès à l'emploi, expression issue du vocabulaire politique Front national: « *Ce que je dis simplement, c'est qu'entre ceux qui veulent ouvrir toutes grandes les portes - par souci doctrinaire et surtout électoraliste - et ceux qui veulent toutes les fermer - par repli un peu xénophobe - nous sommes au milieu, c'est-à-dire en traitant le mieux possible les besoins de la France dans un contexte économique très grave où le chômage augmente et où il nous faut, c'est vrai quand même, accueillir la préférence nationale* ». L'association SOS-Racisme y a vu le signe que des alliances électorales UMP-FN se préparaient.
- 49 Malgré la mobilisation des étudiants étrangers réunis dans le Collectif du 31 mai, des syndicats d'étudiants, de salariés, le patronat, les universités, les Grandes écoles, etc., le thème des étudiants étrangers, lancé à partir du printemps 2011 et qui s'était conclu par une circulaire du 31 mai 2011 relative à la maîtrise de l'immigration professionnelle, dite « Circulaire Guéant » et par un décret du 6 septembre 2011 qui augmente de 30% les ressources exigées pour obtenir un titre de séjour étudiant, revient en janvier 2012, alors que le candidat UMP n'a pas officiellement commencé sa campagne à travers la création dans la loi de finances pour 2012 une nouvelle taxe sur les étudiants étrangers (« L'enjeu : attirer les meilleurs étudiants étrangers », *Libération*, 02/01/2012).
- 50 Cette posture ne laisse pas insensible Louis Aliot, le n°2 du FN, estimant voir ces propositions récupérées par le candidat UMP : « *Il a compris que le recours au peuple est une manière de contourner les obstacles, les pesanteurs des corporatismes divers et variés. (« Claude Guéant associe vote des étrangers et halal à la cantine* », *Le Monde*, 02/03/2012).
- 51 « Claude Guéant associe vote des étrangers et halal à la cantine », *Le Monde*, 02/03/2012.



-
- 52 « Halal et vote des étrangers : Sarkozy nuance les propos de Guéant », *Libération*, 08/03/2012.
- 53 <http://www.u-m-p.org/notre-parti/dates-cles>.
- 54 « Claude Guéant associe vote des étrangers et halal à la cantine », *Le Monde*, 02/03/2012.
- 55 <http://www.u-m-p.org/notre-parti/dates-cles>.
- 56 « Pour Guaino, l'immigration est un problème », *Libération*, 24/02/2012.
- 57 « Sarkozy : ne jugez pas les électeurs du FN », *Libération*, 23/04/2012.
- 58 « Immigration : l'Algérie dans la mire de Sarkozy », *Libération*, 20/04/2012.
- 59 « Rebsamen : un «parfum nauséabond» flotte sur l'entrée en campagne de Sarkozy », *Libération*, 15/02/2012.
- 60 « Les idées du Front national se banalisent », *Le Figaro*, 12/01/2012
- 61 « Guéant : L'islam ne doit pas être un sujet d'empoignades en 2012 », *Le Monde*, 02/01/2012.
- 62 « Claude Guéant persiste et réaffirme que toutes les cultures ne se valent pas », *Le Monde*, 05/02/2012.
- 63 « Affaire Guéant : Juppé «regrette» l'utilisation du mot «civilisation» », *Libération*, 04/02/2012.
- 64 *Ibid*
- 65 *Ibid*
- 66 « Polémique Guéant : la gauche dénonce "un dérapage volontaire" », *Le Monde*, 05/02/2012.
- 67 *Ibid*
- 68 « L'Élysée adoube le soldat Guéant », *Libération*, 07/02/2012.
- 69 « Ce sont les musulmans et les Arabes qui sont visés » par M. Guéant », *Le Monde*, 17/04/2012.
- 70 « Vive la symbiose des cultures », *Le Monde*, 07/02/2012.
- 71 « F. Héritier : "M. Guéant est relativiste" », *Le Monde*, 11/02/2012.



-
- 72 « Noter l'Autre est absurde », *Le Monde*, 23/02/2012.
- 73 « "Toutes les civilisations ne se valent pas". Comme les races autrefois...Une tribune d'Esther Benbassa », *Huffington Post*, 06/02/2012.
- 74 Affaire Guéant : Juppé «regrette» l'utilisation du mot «civilisation » », *Libération*, 04/02/2012.
- 75 *Ibid*
- 76 *Ibid*
- 77 « L'Élysée adoube le soldat Guéant », *Libération*, 07/02/2012.
- 78 « Polémique Guéant : la gauche dénonce un dérapage volontaire », *Le Monde*, 05/02/2012.
- 79 « Les propos de Guéant, début d'une offensive à droite », *Le Monde*, 06/02/2012
- 80 « Affaire Guéant : Juppé «regrette» l'utilisation du mot «civilisation » », *Libération*, 04/02/2012 ; « Claude Guéant persiste et réaffirme que "toutes les cultures ne se valent pas" », *Le Monde*, 05/02/2012.
- 81 Guéant : « J'ai tenu des propos de bon sens et d'évidence », *Le Figaro*, 06/02/2012.
- 82 « Guéant répond au Conseil français du culte musulman », *Le Monde*, 07/02/2012.
- 83 « Affaire Guéant : Juppé «regrette» l'utilisation du mot «civilisation » », *Libération*, 04/02/2012.
- 84 « Affaire Guéant : Juppé «regrette» l'utilisation du mot «civilisation » », *Libération*, 04/02/2012.
- 85 « Polémique Guéant : la gauche dénonce un dérapage volontaire », *Le Monde*, 05/02/2012.
- 86 « Affaire Guéant : Juppé «regrette» l'utilisation du mot «civilisation » », *Libération*, 04/02/2012.
- 87 « Polémique Guéant : la gauche dénonce un dérapage volontaire », *Le Monde*, 05/02/2012.
- 88 « L'Élysée adoube le soldat Guéant », *Libération*, 07/02/2012, « Pour Sarkozy, Guéant a tenu des propos «de bon sens» », *Libération*, 06/02/2012.
- 89 « L'Assemblée nationale dans le tourbillon des civilisations », *Libération*, 08/02/2012.



-
- 90 « Polémique Guéant : Fillon évite le débat en quittant l'Hémicycle », *Libération*, 08/02/2012.
- 91 « Comment Monsieur Sarkozy s'est converti à la polémique sur la viande halal », *Le Monde*, 07/03/2012.
- 92 « Sarkozy et les « musulmans d'apparence » : le PCF s'insurge », *Libération*, 26/03/2012.
- 93 Le député (UMP) des Yvelines, Etienne Pinte, catholique engagé, cosigne un livre intitulé *Extrême droite. Pourquoi les chrétiens ne peuvent pas se taire* (Les éditions de l'Atelier, 2012) avec le prêtre Jacques Turck. Cet ouvrage détaille les propositions du Front national et pointe leur incompatibilité avec « les valeurs chrétiennes et évangéliques », alors que, le député s'inquiète que l'hypothèse d'un vote pour l'extrême droite ne constitue plus un tabou..., « Le député UMP Etienne Pinte s'inquiète de la montée du FN, y compris chez les pratiquants », *Blog Le Monde*, Digne de foi, 16/01/2012.
- 94 « Jean-Pierre Raffarin : L'immigré, c'est un frère », *Le Monde*, 09/03/12.
- 95 « Bayrou dénonce un « leurre » de Guéant pour « exciter les peurs », *Libération*, 3/03/2012.
- 96 « Claude Guéant associe vote des étrangers et halal à la cantine », *Le Monde*, 02/03/2012.
- 97 « Henri Guaino craint de « refaire le chemin des années 30 » », *Libération*, 23/04/2012.
- 98 « Bachelot refuse d'enterrer l'autocritique de l'UMP », *Libération*, 25/06/2012.
- 99 « Patrick Buisson, un « antigauilliste primaire » pour François Baroin », *Le Monde*, 20/06/2012 ; « François Baroin : « à trop courir derrière le Front national, on le crédibilise », *Le Monde*, 18/06/2012.
- 100 « La droite entame l'inventaire des années Sarkozy », *Le Monde*, 19/06/2012.
- 101 « NKM : Buisson voulait faire gagner Charles Maurras », *Libération*, 24/06/2012.
- 102 « Un élu de la Droite populaire pose la question des alliances entre UMP et FN », *Le Monde*, 19/06/2012.
- 103 « Michel Vauzelle : « la frontière ne passe plus entre le FN et l'UMP mais dans l'UMP », *Libération*, 12/06/2012.
- 104 Michel Winock, *Histoire de l'extrême droite en France*, p.277.



-
- 105 « Sarkozy en mode réchauffage à Élancourt », *Libération*, 28/03/2012.
- 106 « Guéant : « j'ai tenu des propos de bon sens et d'évidence », *Le Figaro*, 06/02/2012.
- 107 « Affaire Guéant : Juppé «regrette» l'utilisation du mot «civilisation » », *Libération*, 04/02/2012.
- 108 « Affaire Guéant : Juppé «regrette» l'utilisation du mot «civilisation » », *Libération*, 04/02/2012.
- 109 « Bayrou dénonce un «leurre» de Guéant pour «exciter les peurs» », *Libération*, 3/03/2012.
- 110 « Hollande supprimera la mention de race dans la Constitution », *Libération*, 11/03/2012.
- 111 « Jean-Luc Mélenchon et Marine Le Pen se livrent à un débat «Front contre Front», *Libération*, 2/06/2012 ; « Le Front national pris en faux par Mélenchon », *Libération*, 30/05/ 2012.
- 112 « L'UMP choisit le ni-ni dans les duels entre gauche et FN », *Libération*, 11/06/2012.
- 113 « Désistement au profit du FN : François Fillon pour l'exclusion de Roland Chassain », *Le Monde*, 13/06/2012.
- 114 « Les contorsions rhétoriques de NKM sur le «ni-ni» », *Libération*, 12/06/2012.
- 115 « Juppé tacle les «relations sulfureuses» de Mélenchon avec des antisémites », *Libération*, 12 /06/2012, « Contre feu de l'UMP, Vu de l'UMP, la folle histoire d'maour de Mélenchon et de Mikis Theodorakis », *Libération*, 19/06/2012.
- 116 « Claude Guéant associe vote des étrangers et halal à la cantine » *Le Monde*, 02/03/2012.
- 117 « Devant la montée du FN, le PS cherche sa stratégie », *Libération*, 27/12/2011, « Benoît Hamon envisage le Front national au second tour », *Libération*, 8/01/2012
- 118 Michel Winock, *Histoire de l'extrême droite en France*, p. 277

Graines DE France



CONTACTS PRESSE



LA MISSION A ETE PRESIDEE ET COORDONNEE PAR :**Monsieur Réda DIDI**

Fondateur et Délégué Général de GRAINES DE FRANCE

TEL : 06.74.08.91.89

LES CHERCHEURS AYANT COLLABORE AU RAPPORT :**Monsieur Mohamed-Ali****ADRAOUI**

Sociologue et Politologue

Monsieur Antoine JARDIN

Sociologue et Politologue

ATTACHEE DE COMMUNICATION :**Mademoiselle Linda MOULAÏ**

GRAINES DE FRANCE

TEL : 07.86.21.40.04



Graines DE France

